



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE DREUX

2018-2024



Plus qu'une Région, une chance pour les territoires

www.regioncentre-valde Loire.fr



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

2018 – 2024

Entre

La Région Centre- Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n°18.09.26.73 du 17 octobre 2018.

ci-après dénommée « la Région »

Et

La Communauté d'Agglomération du Pays de Dreux, représentée par Monsieur Gérard HAMEL, Président, dûment habilité par délibération n°2018-151 du 11 juin 2018,

La Commune de Dreux, représentée par Monsieur Gérard HAMEL, Maire, dûment habilité par délibération n°2018-171-751 du 02 novembre 2018.

ci-après dénommés « les co-signataires »

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération DAP n° 17.05.03 du 21 décembre 2017 relative au cadre d'intervention modifié de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »;

La délibération CPR n°14.10.26.98 du 07 novembre 2014, approuvant le document « Ambitions 2020 » pour le Bassin de Vie de Dreux,

La délibération CPR n°18.09.26.73 du 17 octobre 2018. relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire de l'agglomération du Pays de Dreux,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale de l'Agglomération du pays de Dreux définit notamment les conditions dans lesquelles d'une part, les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part, la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif ... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement. Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat..

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

EPCI	Commune	Population*
Agglomération du Pays de Dreux	Allainville	137
	Aunay-sous-Crécy	573
	Boissy-en-Drouais	201
	Charpont	559
	Crécy-Couvé	254
	Dreux	31 191
	Garancières-en-Drouais	275
	Gamay	876
	Le Boullay-Mivoye	460
	Le Boullay-Thierry	570
	Louvilliers-en-Drouais	203
	Luray	1 593
	Marville-Moutiers-Brûlé	942
	Sainte-Gemme-Moronval	1 091
	Saulnières	665
	Tréon	1 366
	Vernouillet	12 415
	Vert-en-Drouais	1 128
	Villemeux-sur-Eure	1 618
	Abondant	2 282

Berchères-sur-Vesgre	892
Broué	824
Bû	1 908
Cherisy	1 862
Ecluzelles	169
Germainville	280
La Chapelle-Forainvilliers	195
Marchezais	301
Mézières-en-Drouais	1 059
Montreuil	496
Ouerre	692
Rouvres	801
Saint-Ouen-Marchefroy	297
Serville	356
Beauce	278
Brezolles	1875
Châtaincourt	243
Crucey-Villages	470
Escorpain	250
Fessainvilliers-Mattanvilliers	175
La Mancelière	209
Laons	714
Les Châtelets	99
Prudemanche	258
Revercourt	20
Saint-Lubin-de-Cravant	54
Ardelles	201
Châteauneuf-en-Thymerais	2 664
Favières	606
Fontaine-les-Ribouts	221
Le Boullay-les-deux-Eglises	268
Maillebois	945
Puiseux	149
Saint-Ange-et-Torçay	283
Saint-Jean-de-Rebervilliers	231
Saint-Maixme-Hauterive	436
Saint-Sauveur-Marville	920
Serazereux	584
Thimert-Gâtelles	1 264
Tremblay-les-Villages	2 281
Bérou-la-Mulotière	332
Dampierre-sur-Avre	706
Saint-Lubin-les-Joncherets	4 082
Saint-Rémy-sur-Avre	3 908
Anet	2 676
Boncourt	270
Guainville	760

La-Chaussée-d'Ivry	1 072
Le Mesnil-Simon	602
Oulins	1 190
Saussay	1 079
Sorel-Moussel	1 783
Gilles	540
Ormoy	241
Reuil-la-Gadelière	533

Communes d'Eure-et-Loir non adhérentes à l'agglomération mais bénéficiaires du CRST dans le cadre d'une convention entre la Communauté d'Agglomération et la Communauté de communes :

EPCI	Commune	Population*
Communauté de communes du Pays Houdanais	Boutigny-Prouais	1 808
	Goussainville	1 272
	Havelu	134
	Saint-Lubin-de-la-Haye	934

Communes de l'Eure adhérentes à l'agglomération :

Nonancourt
Ezy-sur-Eure
Ivry-la-Bataille
La Madeleine-Nonancourt
Louye
Saint-Georges-Motel

* Population municipale au 1^{er} janvier 2017, recensement INSEE 2014

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 17 octobre 2024.

Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.

Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 17 octobre 2025, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 15 400 000 €, comprenant une enveloppe de 200 000 € pour les communes de l'Eure adhérentes à l'agglomération, réparties entre les priorités régionales selon le tableau figurant en page 12 du Contrat.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention qui définit notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme d'actions détaillé est présenté en annexe. Il identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b – Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit le dit-contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région, un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

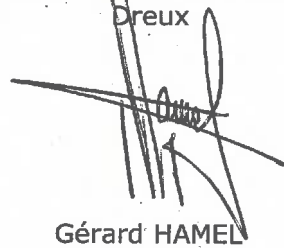
Fait à Orléans, le 25 janvier 2019

Le Président du Conseil
régional

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a series of horizontal strokes.

François BONNEAU

Le Président de
l'Agglomération du Pays de
Dreux

A signature in black ink, featuring a large loop and several vertical strokes.

Gérard HAMEL

Le Maire de Dreux

A signature in black ink, featuring a large loop and several vertical strokes.

Gérard HAMEL

Annexes :

- *Tableau récapitulatif financier*
- *Règles de financement régional et modalités communes des CRST*
- *Programme d'actions*



CRST DE L'AGGLOMERATION DU PAYS DE DREUX

Tableau financier

Règles de financement régional et modalités communes des CRST

Programme d'actions

CRST 2018-2024 Agglomération du Pays de Dreux	Investissement	Fonctionnement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	2 599 030	144 000	2 743 030	18%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	1 487 030	0	1 487 030	10%
01 : Très Haut Débit	613 030		613 030	
01-1 : Ecosystème numérique	874 000		874 000	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	592 000	108 000	700 000	5%
02 : Foncier économique	392 000	108 000	500 000	
03 : Création de locaux d'activités	200 000		200 000	
Axe A3 : Economie agricole	200 000	36 000	236 000	2%
04 : Développement de l'agriculture biologique	100 000		100 000	
05 : Diversification agricole et dévpt des circuits alimentaires de proximité	100 000		100 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	0	36 000	36 000	
Axe A6 : Economie touristique	320 000	0	320 000	2%
10 : Tourisme à Vélo	180 000	0	180 000	
12 : Itinérance touristique équestre	0		0	
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristiques	140 000		140 000	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	3 521 500	20 000	3 541 500	23%
Axe B1 : Services à la population	368 200	20 000	388 200	3%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires	250 000		250 000	
15.1 : Projets locaux de santé		20 000	20 000	
19 : Structure d'accueil petite enfance	0		0	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	118 200		118 200	
21 : Soutien au commerce de proximité	0		0	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	847 700	0	847 700	6%
16 : Salles de spectacle support d'une programmation culturelle	757 700		757 700	
16-1 : Rénovation des équipements de la Société nouvelle des cinémas de Dreux	90 000		90 000	
Axe B3 : Sport	230 560	0	2 305 600	15%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	305 600		305 600	
22-2 : Equipements nautiques	2 000 000		2 000 000	
C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	5 561 100	0	5 561 100	36%
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	600 000	0	600 000	4%
23 : Aménagement d'espaces publics	600 000		600 000	
Axe C2 : Foncier	708 000	0	708 000	5%
23-1 : Requalification de friches urbaines	460 000		460 000	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs	248 000		248 000	
Axe C3 : Habitat - Logement	663 500	0	663 500	4%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	175 000		175 000	
24-1 : Acquisition de logements "temporaires" meublés pour un public jeune	0		0	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	200 000		200 000	
26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	58 500		58 500	
27 : Rénovation thermique du parc public social	230 000		230 000	
28 : Réhabilitation du parc locatif privé	0		0	
AXE C4 : Rénovation urbaine	3 007 800	0	3 007 800	20%
29 : Rénovation urbaine	3 007 800		3 007 800	
AXE C5 : Mobilité durable	581 800	0	581 800	4%
30 : Vélo utilitaire	406 800		406 800	
30-3 : Pôle d'échange multimodal : aménagement du parvis sud	175 000		175 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0		0	

PRIORITÉ TRANSVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE	0	20 000	20 000	
30-6 : Expérimentations de "territoires en transition"	0	20 000	20 000	
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	909 400	40 000	949 400	6%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements)	819 400	30 000	849 400	
32 : Gestion alternative des espaces publics	90 000	10 000	100 000	
34 : Matériels agricoles favorables à la biodiversité et à l'eau	0		0	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	1 244 500	103 500	1 348 000	9%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	1 240 500		1 240 500	
35-2 : Bonification climat énergie	0		0	
35-6 : Véhicules électriques	4 000		4 000	
35-3 : Eclairage public	0		0	
36 : Filière bois énergie	0		0	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0		0	
36-3 : Conseiller en énergie partagé	0	63 500	63 500	
36-5 : Agenda 21	0	40 000	40 000	
ENVELOPPE FONGIBLE	346 970	40 000	386 970	3%
ENVELOPPE POUR LES COMMUNES DE L'EURE	200 000	0	200 000	
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	14 382 500	367 500	14 750 000	96%
F : A VOS ID			650 000	4%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT		15 400 000		

ATTENDUS REGIONAUX		MAQUETTE
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION		3 929 400
minimum Biodiversité*	770 000 €	949 400
minimum Energie**	2 310 000 €	2 310 000
A VOS ID	650 000 €	650 000
Autres crédits proposés		20 000
CENTRALITES ET ESPACES VECUS		
minimum Pôle de centralité	sans objet	sans objet
Plafond espaces publics (15%)	2 310 000	600 000
FONCTIONNEMENT		
Plafond global	900 000	367 500
Plafond animation territoriale	sans objet	sans objet

* comblant la partie hébergement de la Maison des Espaces Naturels d'Ecluzelles

**Tenant compte de la réhabilitation des logements sociaux ANRU et hors ANRU + la réhabilitation du gymnase Louis Armand (ANRU)

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 : CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 : DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).
- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des

associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale).

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 : NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

B - 1 : COMMUNICATION

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

B - 2 : MAINTIEN DE L'USAGE DES ÉQUIPEMENTS FINANCÉS

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

B - 3 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention

- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) en investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ Réhabilitation thermique : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.

- ✓ Offre nouvelle en construction : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.

- ✓ Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation : Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
 - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.

- ✓ Réhabilitation thermique du parc privé : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.
En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

¹ Conformément au point B - 1

❖ **Autres dossiers :**

Subvention	Acompte	2 ^{ème} versement	Solde
Inférieure ou égale à 3 000 €	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
Supérieure à 500 000 €	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée**, comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Accompagner le déploiement de la fibre optique sur zones d'initiatives publiques du département

Seule la ville de Dreux sera fibrée par un opérateur privé. Le reste du territoire devra par conséquent être raccordé par les pouvoirs publics. Pour la mise en œuvre du déploiement des infrastructures très haut débit, la Région interviendra à hauteur de 22,54% du coût total des investissements publics dans le département d'Eure-et-Loir.

Privilégier les cibles « économie », « services publics, santé, culture » et enseignement

La Région définira un cadre d'action spécifique en lien notamment avec le dispositif national « Transition Numérique pour accompagner les PME à l'utilisation des nouveaux usages du numériques. Par ailleurs elle se mobilisera pour la finalisation du raccordement à la fibre optique de tous les sites des principaux établissements dont elle a la charge, la modernisation du Service Public par de nouveaux usages numériques, l'accompagnement des usages par l'intermédiaire de formation gratuite.

Dans le schéma de l'offre économique, le numérique en tant que nouveau levier de développement du territoire est une priorité d'action, pour répondre aux différents enjeux économiques et d'emploi du territoire du drouais (renouvellement du tissu économique local, relance d'une nouvelle dynamique économique, changement d'image du territoire, accompagnement des entreprises et des habitants et emploi). La constitution d'un lieu stratégique, dédié à l'innovation et au numérique est donc essentielle pour la transition numérique du territoire et sa vitalité économique afin d'éviter une paupérisation.

AXE A1 : Attractivité numérique du territoire	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 01 : Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit	613 030 €	613 030 €	0
Mesure N°01 -1 : Projet d'écosystème numérique de territoire	874 000 €	874 000 €	
TOTAL	1 487 030 €	1 487 030 €	0

Accompagnement du déploiement du Très Haut Débit

Sens de l'action régionale	<p>La mise à disposition auprès des particuliers et des entreprises de réseaux de communications électroniques offrant des débits adaptés aux usages est un élément essentiel à la compétitivité et à l'attractivité de nos territoires.</p> <p>Les opérateurs privés ont annoncé déployer la fibre optique à l'abonné (FttH) entre 2012 et 2020 auprès de 40% de la population régionale. Ces investissements seront essentiellement concentrés sur les 8 zones les plus urbaines.</p> <p>L'effort financier régional doit permettre de créer un véritable effet levier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lutter contre la fracture numérique • à l'horizon 2020, atteindre 70% de couverture de la population en fibre optique et proposer l'Internet rapide à tous les habitants • soutenir le développement des usages numériques à destinations des particuliers et des entreprises sur l'ensemble du territoire régional ;
Nature de l'aide	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • projets de réseau de communications électroniques, notamment : fibre optique à l'abonné, montée en débit, étude préalables
Maîtres d'ouvrage	<p>véhicule de portage du RIP (SMO ou Conseil départemental)</p>
Financement régional	<p>Le financement régional s'opère dans le respect des conventions de financement signées avec le Syndicat Mixte Ouvert compétent ou, dans le Loiret, avec le Conseil départemental.</p> <p>La part à imputer à chaque territoire est communiquée en amont par la région et peut être activée sur 2 Contrats successifs.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Association de la Région à la gouvernance du réseau d'initiative publique, notamment en tant que membre de plein droit des syndicats mixtes ouverts • transmission des coordonnées SIG du projet (ex ante et ex post)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de couverture de la population régionale en FttH • Nombre de prises FttH déployées par l'initiative publique

«Création d'un écosystème numérique de territoire »

Fiche action proposée par le territoire

Objectifs

La création de l'écosystème numérique du Pays de Dreux prend forme dans le cadre de la compétence de développement économique de l'agglomération. En effet, le projet politique porté par le Schéma de l'Offre Economique exprime la volonté du passage d'une logique de développement économique quantitative et extensive à une logique plus qualitative, dans un objectif de développement efficient et durable du territoire. Dans cette optique, l'intégration du numérique comme nouveau levier de développement du territoire est une priorité d'action, pour répondre aux enjeux de développement économique suivants :

- Poursuivre le renouvellement du tissu économique local
- S'inscrire dans une nouvelle dynamique économique
- Changer l'image du territoire
- Répondre aux besoins des entreprises et des habitants
- Créer de l'emploi

Pour ce faire, l'agglomération souhaite créer un environnement dédié à l'innovation et au numérique (lieu TOTEM) ouvert à tous, à destination des porteurs de projets de création d'entreprise, des startups, des entreprises, des travailleurs indépendants, des salariés, des scolaires... Ce projet répond à l'enjeu de développement des usages du numérique, en accompagnement de la politique de déploiement de l'infrastructure

Contenu

Travaux de réhabilitation et d'aménagement de l'ancienne caisse d'épargne situés en centre ville.

Le projet développe sur 1246 m² répartis sur 4 niveaux (du R-1 au R+2) :

- Un espace création (avec FabLab et zones de convivialité propres à ce type de lieu)
- Un espace incubation (avec un incubateur d'entreprises et dispositif d'accompagnement, quelques bureaux de pépinière d'entreprise et un espace de travail collaboratif / coworking)
- Un espace formation (avec une zone dédiée pour de la formation diplômante de développeur / codeur, un espace pédagogique grand public...)

C'est un lieu qui se veut accessible et ouvert sur le territoire, qui doit servir de socle à la diffusion de nouvelles pratiques numériques sur l'agglomération.

Les études et le lancement de l'Appel d'Offres sont prévus en 2018 pour un commencement de travaux en 2019.

Maîtres d'ouvrage

Agglomération du pays de Dreux avec délégation à un tiers qui réalisera les travaux et exploitera pour notre compte sur une durée qui reste à définir dans le cadre d'une délégation de service public concessive (études, travaux avec optimisation énergétique intégrée et gestion locative).



Financement régional

Modalités du cadre d'intervention n°3 : Création de locaux d'activités

Modalités

Modalités du cadre d'intervention n°3 : Création de locaux d'activités
Association de la Région (service transition numérique et service économique) aux réflexions préalables.

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nb d'emplois confortés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**- Engager une stratégie économique (réalisé)**

- Optimiser le foncier économique existant : la Région soutiendra les projets immobiliers permettant d'offrir un parcours de développement en offrant une gamme de services variés.

Les disponibilités foncières économiques étant faibles sur le bassin de vie, la Région poursuivra son soutien à la politique de reconquête des friches menée par l'Agglo du Pays de Dreux.

Il conviendra également d'être particulièrement attentif à la mise à disposition d'une offre immobilière adaptée pour les activités de l'industrie pharmaceutique couplée à une offre de services spécifiques.

La Région accompagnera la montée en gamme des zones déjà constituées et le cas échéant le développement d'une offre nouvelle dans les secteurs répondant à un besoin avéré des entreprises.

Le SCOT de l'Agglomération du Pays de Dreux, intégrant le schéma de l'offre économique réalisé en 2015/2016 de l'Agglomération du Pays de Dreux organise le développement économique du territoire autour des axes suivants :

❖ **Anticiper les impacts de l'aménagement de l'A154 et de la RN12 :**

- Développer les Zones d'activités de Saint-Lubin-des-Joncherets, de la Vallée du Saule.
- Mettre en valeur les échangeurs de la future A154 (connexions vers Brezolles et Châteauneuf-en-Thymerais).

❖ **Renforcer l'attractivité économique du pôle urbain et sa montée en gamme par le développement du pôle tertiaire autour de la gare jouant le rôle de « pôles d'affaires ».**

❖ **Favoriser l'implantation ou maintien des entreprises tertiaires, industrielles ou à haute valeur ajoutée:**

- Promouvoir un développement hiérarchisé et complémentaire des zones d'activités, notamment au sein de « l'offre connectée ». Le schéma directeur de l'offre économique structure l'offre foncière, immobilière et de services, qui doit reposer sur une complémentarité des pôles d'affaires, productifs structurants du pôle urbain et des pôles supports sur les RN12-RNA154.
- Optimiser l'offre immobilière existante et assurer une qualité des aménagements.

❖ **Consolider l'offre commerciale en privilégiant la requalification des friches commerciales et les implantations dans les polarités identifiées par une redynamisation du centre-ville de Dreux, le renforcement du maillage de proximité dans une logique de redynamisation des centre-bourgs du territoire, la consolidation du maillage commercial multipolaire sans fragiliser les équilibres marchands.**

❖ **Conforter l'offre économique de proximité** en s'appuyant sur les zones d'activités maillant le territoire, en développant une offre souple de locaux partagés, espaces de coworking au sein des bourgs pôles de proximité, poursuivre la transition vers une économie plus diversifiée, valoriser les potentiels agricoles et accompagner les innovations agricoles.

❖ **Mettre en œuvre une stratégie de développement visant la création d'une image reconnue : engager la requalification des zones d'activités.**

A travers son schéma de l'offre économique, l'agglomération du Pays de Dreux **porte l'ambition d'une performance au service d'un développement équilibré du territoire**. Cette ambition se décline en 2 orientations et 9 objectifs partagés :

1 ambition

Le développement d'une offre économique performante pour les entreprises et contribuant au développement équilibré du territoire

2 orientations

Accompagner le développement des entreprises et de l'emploi

Contribuer au développement du territoire

9 objectifs

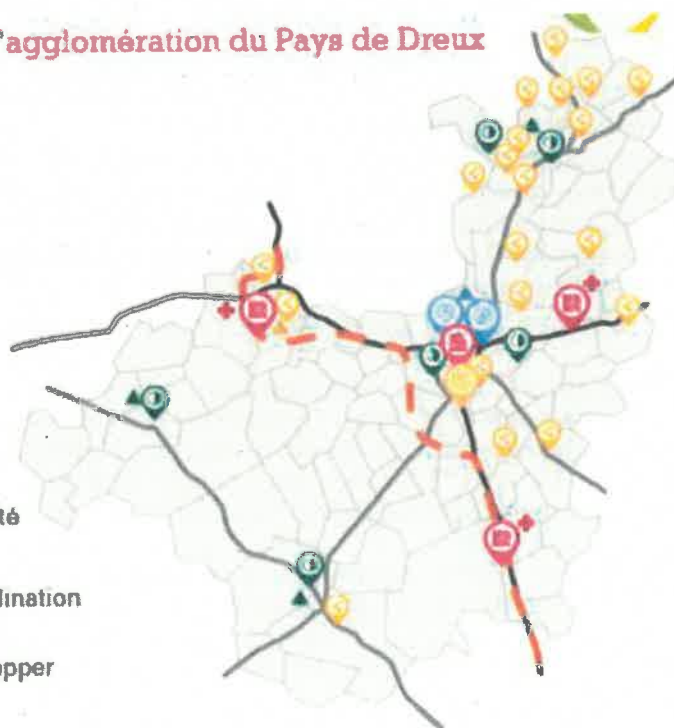
- Ancrer les entreprises du territoire
- Contribuer à la compétitivité des entreprises et à la création d'emplois
- Favoriser l'emploi des populations locales
- Favoriser la création/développement et la transmission d'entreprises
- Attirer de nouvelles entreprises et des emplois à plus forte valeur ajoutée

- Soutenir l'animation des centre ville / bourgs
- Veiller au développement équilibré du territoire
- Réduire les externalités négatives
- Améliorer l'image et la notoriété du territoire

Plus qu'un schéma de planification réglementaire, le SOE permet de répondre au mieux à la diversité des besoins des entreprises en matière de foncier, d'immobilier et de service pour garantir le développement équilibré du territoire souhaité par les élus.

L'offre économique de l'agglomération du Pays de Dreux

-  Pôle d'affaires
 -  Pôles productifs structurants
 -  Pôles productifs supports
 -  Sites de proximité
 -  Sites d'équilibre
- Interventions**
-  Offre à développer
 -  Etudes à engager
 -  Offre à redynamiser en priorité
 -  Offre à conforter
 -  Offre à redynamiser en coordination avec le sous-secteur
 -  Parcours immobilier à développer
 -  Tracé préférentiel A154



D'après le Schéma de l'Offre Economique, 3 secteurs préférentiels du territoire sont identifiés en matière d'offre dite locale pour le développement d'une offre immobilière à destination des artisans / entreprises dans une logique de proximité : Il s'agit des secteurs nord, ouest et sud de l'agglomération. Les efforts de développement de l'offre porteront donc sur ces secteurs.



AXE A2 : Accueil des entreprises	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 02 : Zones d'activités économiques	Agglo du Pays de Dreux	500 000 €	392 000 €	108 000 €
Mesure N° 03 : Création de locaux d'activités	Agglo du Pays de Dreux/Communes	200 000 €	200 000 €	0 €
TOTAL		700 000 €	592 000 €	108 000 €

Mesure 02

Descriptif sommaire des projets identifiés :

Etude d'opportunité / faisabilité de la ZAE des Livraindières à Dreux

Maître d'ouvrage : Agglo du Pays de Dreux

Montant estimatif du projet : 65 000 € HT

Subvention prévisionnelle : 32 500 € (50%)

Contenu : L'objectif de cette étude est d'esquisser les contours techniques, juridiques, programmatiques et financier de l'extension de la ZAE des Livraindières d'une part (40 ha déjà maîtrisés par l'agglomération), et d'autre part d'étudier la montée en gamme et la modernisation de la partie « vieillissante » de la ZA (175 Ha), en lien et cohérence avec l'extension.

Etat d'avancement du projet :

Consultation d'appel d'offres en cours début 2018

Echéancier (démarrage de l'étude) : printemps 2018 (date de démarrage anticipé)

Projet pressenti :

Etude d'opportunité / faisabilité des ZAE localisées sur le tracé de l'A154 (Vallée du saule et ZAE de St Lubin des Joncherets etc.)


Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple) • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...) - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises. - Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)
Maîtres d'ouvrage	EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires

Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour le maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment. - Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles <p>Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,</p>

	<p>Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite : <ul style="list-style-type: none"> - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail - du montant de l'option d'achat - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée) ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage). ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail ✓ <u>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</u> ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés sur le territoire • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés Nb d'entreprises accueillies • Dont nouvellement implantées sur le territoire

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Accompagner le développement et la diversification des exploitations

Concernant la diversification des activités sur les exploitations, la Région soutiendra les activités de transformation, via la création de petites ateliers de transformation ou la vente directe à la ferme par la mise en place de locaux de vente ou sur les marchés de produits connexes à la production de l'exploitation.

- Développer l'agriculture biologique et les circuits alimentaires de proximité

La Région soutient également le développement des produits biologiques et les démarches structurantes d'approvisionnement de la restauration collective s'inscrivant dans le cadre de la SCIC SelfBio Centre.

La Région pourra soutenir les investissements liés à la production, la transformation, la commercialisation et notamment la création de points de vente collectifs, permettant de valoriser la production régionale sur le bassin de consommation.

Les enjeux territoriaux du SCOT visent au développement des filières courtes notamment dans les vallées et au sud du territoire (maraîchage, arboriculture, productions biologiques...). Les filières courtes pourront également trouver des relais dans les pôles de proximité. Il s'agit aussi de poursuivre le soutien des pratiques agricoles « originales » et de préservation comme sur le captage des « Prés Hauts » où une agriculture biologique par exemple a pu s'implanter. En outre, la promotion des produits locaux est intégrée au programme Leader 2015-2020 dans une logique de développement touristique du territoire.

Une démarche de circuit court en Eure-et-Loir, et plus particulièrement sur le territoire de notre agglomération est engagée ; toutefois elle demande à être portée plus avant afin de soutenir une dynamique plus collective. Cette action passe par la mobilisation et la mise en réseau d'un certain nombre d'acteurs (institutionnels, chambre d'agriculture, exploitants, associations) dont l'agglomération.

L'Eure-et-Loir est le 1er département céréalier en France, et, à cet égard représente un nombre d'opportunité en matière de valorisation de la filière agricole important. En ce sens, le Département et la Chambre d'Agriculture (28) ont déjà mené un certain nombre de réflexions et de réunions quant au souhait de développer la transformation et la commercialisation des productions agricoles locales en vue de créer, de développer et de soutenir une véritable filière dite de circuits alimentaires de proximité.

A l'échelle de l'Agglomération, on recense 25 producteurs en circuits courts et d'accueil touristique dont 7 agriculteurs faisant partie du réseau "Bienvenue à la ferme" et 12 adhérents à la marque " Terres d'Eure-et-Loir". Cela reflète l'amorce de ce besoin sur notre agglomération. En parallèle, nous pouvons noter une dynamique naturelle de projets individuels qui s'est opérée au travers de la contractualisation depuis 2007 : 6 projets soutenus dans le contrat de pays et 6 projets au titre du contrat d'Agglo 3G.

L'agglomération souhaite devenir un moteur et un appui à l'interface entre la démarche des acteurs institutionnels et des acteurs locaux sur le développement et la promotion des circuits courts. Ce projet est aussi une démarche plus globale d'accompagner les agriculteurs dans une nouvelle façon de produire face aux attentes des collectivités, des consommateurs et de la demande sociétale en accompagnant et en mettant en réseau les projets de circuits de proximité se développant sur le territoire.

AXE A3 : Economie agricole	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 04 : Développement de l'agriculture biologique	Agriculteurs	100 000 €	100 000 €	
Mesure N° 05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité	Agriculteurs	100 000 €	100 000 €	
Mesure N°05-4 : Projet Alimentaire de Territoire et Système Alimentaire Territorialisé (Animateur circuits courts)	Agglomération	36 000 €		36 000 €
TOTAL		236 000 €	200 000 €	36 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Les projets sont instruits en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, en complémentarité de la mesure 422 du FEADER sur la transformation agricole.

Mesure 05

Maître d'ouvrage : Ferme « La Bouquetière » à Saint Ange-et-Torçay

Montant estimatif du projet : 32 000 € HT

Subvention prévisionnelle : 8 500 €

Contenu : Le projet d'ensemble regroupe plusieurs pôles : la production d'un mohair de qualité, dans le respect des règles du bien-être animal et de l'environnement, de la commercialisation en circuit court et un aspect pédagogique à développer avec la création d'un gîte à la ferme original, participatif. L'élevage de chèvres Angora s'est développé depuis sa création en 2011 en passant à un cheptel de 40 chèvres. La bouquetière organise également de nombreuses manifestations (journées pores ouvertes, ateliers tricots, contes à la ferme...).

Le projet porte sur la transformation d'un atelier pour créer une boutique de vente permettant de présenter l'intégralité des produits (laines, chaussettes, bonnets...), faire un espace convivial où les visiteurs pourront prendre le café, choisir leur modèle de tricot et organiser les ateliers tricots et pédagogiques. Les travaux de rénovation visent à conserver l'authenticité du bâti architectural.

Avancement du projet : Devis

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019

Mesure 05-4

Maître d'ouvrage : Agglo du Pays de Dreux

Montant estimatif du projet : 60 000 € HT

Contenu : Sur le territoire, il existe quelques projets de circuits de proximité. De plus, la demande est formulée tant par les acteurs institutionnels que par les consommateurs. Dans ce contexte, l'agglomération a la volonté d'accompagner ce processus pour mieux l'organiser. Pour ce faire, un animateur « circuits courts » sera missionné pour :

- Etablir une stratégie
- Créer un réseau professionnel
- Créer un réseau plus large recouvrant les différentes facettes des circuits courts de proximité (tourisme, développement économique, environnement, aménagement...)
- Etre un relais entre les différents acteurs (institutionnels et professionnels)
- Accompagner les porteurs de projet

Le financement régional sollicité porte sur ½ poste dans le cadre d'une mission d'animation prévue du 3 ans. Cette mission spécifique au territoire drouais sera menée en coordination et déclinaison des travaux du Conseil départemental et de la Chambre d'Agriculture.

Avancement du projet : définition de la fiche de poste et recrutement de l'animateur.

Echéancier : début 2018 (date de démarrage anticipée)

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages - Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

<p>Sens de l'action régionale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la création de PAT, puis de SAT, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous : <ul style="list-style-type: none"> * Mise en place d'un PAT * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire * Mise en place de la gouvernance d'un SAT - Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable, et développer la valeur ajoutée des exploitations agricoles - Promouvoir l'image des territoires à travers des produits de terroir - Répondre à l'attente des citoyens en matière d'alimentation durable et de santé - Concourir à la préservation de terres arables dans les zones péri-urbaines, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la préservation de la biodiversité via des modes de production agro-écologiques et respectueux <p><i>La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la restauration collective, levier de changement - la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région - les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle - l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable - les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires
<p>Types de projets ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - ingénierie accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID - investissements visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant. <p><i>NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.</i></p>
<p>Financement régional</p>	<p>Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique</p> <p>Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)</p> <p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient. - dépenses de communication et d'animation <p><i>Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

**Taux d'intervention :**

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Structurer et développer l'offre de loisirs de pleine nature

Les activités nautiques pourront être développées en s'appuyant notamment sur le plan d'Eau de Mézières-Ecluzelles et le Centre Nautique du Drouais.

La randonnée équestre peut-être promue à partir du Centre de Tourisme équestre à Chérisy.

Une attention particulière devra être portée à la montée en gamme des hébergements collectifs, liés à ces itinérances douces, déjà présents et à la qualification de leurs services.

La desserte du centre historique de la ville de Dreux et son accès ferroviaire, dans le cadre de l'aménagement de la véloroute nationale longeant la Vallée de l'Eure.

La structuration, la coordination et la promotion d'une offre d'hébergements lié au tourisme d'affaire.

Développer l'hébergement collectif et la restauration

Développer les synergies entre les sites de visite et les Offices de Tourisme

La Région peut soutenir la valorisation des sites de visite et de sites d'accueil dans le cadre des contrats territoriaux.

sur le plan touristique, l'offre de l'Agglo du Pays de Dreux se concentre sur deux sites majeurs : le château d'Anet, 2^{ème} site le plus visité du département d'Eure-et-Loir après la cathédrale de Chartres (31 780 visiteurs en 2012), et la Chapelle Royale de Dreux (15 645 visiteurs). Il existe aussi de nombreux sites et animations (le Musée d'art et d'histoire Marcel Dessel, le Labyrinthe de Thymerais, divers châteaux et manoirs, Les Naturalies, la « Nuit des musées »...) qui maillent le territoire.

Les itinérances douces, en particulier la randonnée pédestre, mettent aussi le territoire en relation avec le bassin de vie de Nogent-le-Rotrou (par le lien avec le Perche) et le bassin de vie de Chartres (par le lien avec la Vallée de l'Eure) :

- ✓ le GR 22 relie Paris au Mont-Saint-Michel et traverse ainsi le territoire d'Est en Ouest en suivant la vallée de la Vesgre, la forêt domaniale de Dreux et la vallée d'Avre vers Verneuil-sur-Avre et le Perche.
- ✓ le GR 351 emprunte, depuis Dreux, la vallée de la Blaise jusqu'à Senonches où il se raccorde au GR 31 reliant Verneuil-sur-Avre à Illiers Combray (point de raccord avec la Veloscénie en direction du Mont Saint Michel).
- ✓ le sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) Vallée de l'Eure sillonne ce cours d'eau depuis Dreux en passant par Maintenon et Chartres jusqu'à La Loupe, aux environs duquel il se raccorde au GR 35 (reliant Verneuil-sur-Avre à Seiches-sur-le-Loir).
- ✓ Les « Chemins de Compostelle » dont le chemin Anglo-Normand dit « des Anglais » qui traverse le territoire du Nord au Sud et permet de rejoindre Chartres en passant par Dreux, Luray, Blainville, Marville Moutiers-brulé, Boulay-Thierry et Ormoy.

Les itinéraires cyclables ne sont pas en reste avec notamment la Vallée Royale de l'Eure longeant le territoire depuis Dreux jusqu'à Villiers-le-Morhier où il rejoint l'itinéraire jacquaire cyclable en direction de Chartres et l'itinéraire en direction du Mont Saint-Michel (la « Véloscénie »). La Voie Verte de l'Eure, depuis Saint-Georges-Motel jusqu'à Breuilpont complète le maillage cyclable de la vallée de l'Eure vers la Normandie et l'axe de la Seine. Un projet d'itinéraire vélo est en réflexion sur la vallée de l'Avre depuis Verneuil-sur-Avre.

L'Agglo du Pays de Dreux est en cours d'élaboration de son schéma directeur des modes doux dont le rendu doit être réalisé pour la fin 2018. L'idée est bien de s'appuyer sur les richesses

existantes, d'organiser un maillage cohérent avec des services adaptés aux attentes des usagers.

Le territoire présente une offre de loisirs, diversifiée, facilement accessible et construite autour de propositions de loisirs actifs destinées aussi bien à un public de proximité, local que touristique :

- ✓ voile et canoë-kayak sur le plan d'eau de Mézières-Ecluzelles (Centre Nautique Drouais) ; canoë-kayak sur l'Eure, à Anet et à Montreuil ; une base de loisirs nature à Anet : canoë, patinoire, location de vélo, minigolf, paintball, jeux pour enfants ;
- ✓ randonnée équestre au Centre de tourisme équestre, à Cherisy ; promenades avec ânes, aux « Anes de Malengen », à Saint-Lubin-des-Joncherêts, etc (11 centres équestres sont présents sur le territoire) ;
- ✓ golf (parcours de 18 trous), au Bois d'O, à Saint-Maixme-Hauterive, et au Golf Parc Hersant, à La Chaussée d'Ivry ;
- ✓ parcours dans les arbres, « Nature Expérience », au Domaine de Comteville, à Dreux...
- ✓ 3 fermes pédagogiques ;
- ✓ Parcours pédagogiques sur les sites naturels (plan d'eau de Mézières-Ecluzelles, les étangs de Tranchevilly à Dampierre-sur-Avre) ;
- ✓ les amateurs de sensations plus fortes pourront se rendre à l'aéro-club de Dreux-Vernouillet ou sur le circuit automobile de l'ouest parisien « Pro'Pulsion », à Dreux ;
- ✓ les forêts domaniales de Dreux et Châteauneuf-en-Thymerais ;
- ✓ la Réserve Naturelle Régionale de la Vallée des Cailles à Boncourt. Des sites naturels sont en projet de requalification en vue d'une ouverture au public à Anet, Dampierre-sur-Avre...

Parmi cette offre de loisirs, le plan d'eau de Mézières-Ecluzelles et ses 120 ha se distingue particulièrement. Il s'agit d'un lieu exceptionnel, sauvage conciliant les enjeux de préservation de la biodiversité et la valorisation touristique, dont la requalification est réussie. Une Maison des Espaces Naturels Sensibles va être prochainement créée permettant de valoriser la qualité de ces espaces avec un attrait pédagogique fort mais aussi d'activités de plein air. Elle étoffera par la même occasion l'offre d'hébergement touristique de groupes, observant une carence sur le territoire, et contribuera au développement d'une offre courts-séjours le week-end.

Plusieurs points relais existent pour la diffusion et la promotion de l'offre touristique du territoire : Dreux et Anet (offices de tourisme), Nonancourt et St-Rémy-sur-Avre (syndicats d'initiative), Châteauneuf-en-Thymerais (point d'accueil) et plus largement les différents sites du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir, faisant la promotion des chemins de randonnées et des loisirs.

De fait, le SCOT de l'Agglo du Pays de Dreux recommande de développer un tourisme respectueux du patrimoine paysager rural qu'urbain, de valoriser davantage nos grands équipements touristiques (châteaux, plan d'eau de Mézières-Ecluzelles, golfs, musées...) et permettre le développement de nouveaux sites sur les polarités.

Il s'agit en effet de valoriser d'un point de vue économique les atouts naturels et historiques spécifiques au territoire. Cet objectif s'incarne dans le projet de maison des espaces naturels et mais aussi sur le plan historique dans le projet de création d'un Centre d'Interprétation de la Renaissance situé face au Château d'Anet. Ce Château accueille 35 000 visiteurs avec pratiquement aucune communication. Ce nouvel équipement sera complémentaire de la visite du château (limitée en temps, peu adaptée aux scolaires) dans l'objectif de doubler le nombre visiteurs. Il valorisera le territoire par une mise en lumière du thème de la Renaissance et ses personnages illustres sur le territoire : Henri II ; Diane de Poitiers, Philibert de l'Orme...Ce projet participera à la promotion du thème à l'échelle régionale, en écho des Châteaux du Val de Loire.

Par ailleurs, un des enjeux de développement touristique est aussi de développer les activités d'hébergement touristique et de mettre en valeur et développer des infrastructures vectrices d'activités touristiques comme les itinéraires cyclables et pédestres, le réaménagement d'anciennes voies ferrées en voies vertes...

Il est enfin souligné l'importance de mettre en place à l'échelle de l'agglomération une stratégie de communication, notamment par rapport à l'Ile-de-France, permettant de valoriser la richesse patrimoniale et paysagère du territoire, ainsi que nos équipements de loisirs.

Axe C6 : Economie touristique	Maîtres d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
10 : Tourisme à vélo	Agglomération	180 000	180 000	0
12 : Itinérance touristique équestre	-	0	0	0
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristique		140 000	140 000	0
TOTAL		320 000 €	320 000 €	0 €

Mesure 14

Création d'un centre d'interprétation de la Renaissance (2^{ème} tranche)

Maître d'ouvrage : Commune d'Anet

Montant estimatif du projet : 560 000 €

Subvention prévisionnelle : 140 000 €

Contenu :

Le territoire d'Anet accueille un des rares châteaux de la renaissance française. La commune a souhaité créer un Centre d'Interprétation de la Renaissance (CIR), qui viendra prolonger la visite du Château. Une première tranche a été soutenue par la Région en 2017 pour la réhabilitation du bâtiment de l'ancienne poste. La deuxième tranche de travaux porte l'aménagement scénographique.

Cet aménagement se veut innovant et ludique pour attirer le plus grand nombre, passionnés d'histoire comme touristes à la recherche de loisirs culturels. L'association de grands experts de la Renaissance, oeuvrant à la définition programme scénographique, vient appuyer cette volonté en créant une muséographie au plus prêt des dernières découvertes scientifiques en la matière. L'aménagement comprend une salle de projection 3D, plusieurs pièces thématiques sur les personnages clés de la Renaissance et les arts de l'époque (architecture, vitrail, marbrerie, peinture ...), le dernier étage étant consacrée à l'accueil des scolaires ou de petits groupes pour des ateliers thématiques.

La Direction du tourisme a émis un avis très favorable sur le projet. Conformément aux préconisations formulées, la commune d'Anet prévoit d'une part, une manifestation sur site dans le cadre de l'Année 2019 consacrée aux 500 ans de la Renaissance en Val de Loire et s'est inscrite à cet effet dans le cadre de l'appel à labellisation d'initiatives. D'autre-part, le maître d'ouvrage se rapprochera du programme de Recherche et Développement « Intelligence des Patrimoines » dans le cadre de l'élaboration du projet scénographique.

Avancement du projet : Mise en place du comité d'experts scientifiques Mars 2017. Démarrage des travaux réhabilitation du bâtiment en juin 2017. Lancement de la maîtrise d'œuvre scénographique octobre 2017

Echéancier (démarrage des travaux) : 2nd semestre 2018. (date de démarrage anticipée)

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 véloroutes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les véloroutes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclotouristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » • supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé
Maitres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u>: Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une véloroute prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maitres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Véloroutes - Guide de la signalisation cyclotouristique - Préconisations sur la conception des supports de communication - Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclotouristiques aménagés en nb de kilomètres

Itinérance touristique équestre

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<p>Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ initiant et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur les itinéraires prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> • Les 2 routes équestres européennes de d'Artagnan (45, 41, 37, 36) • L'axe équestre solognot reliant Chambord à Sancerre ○ développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques
Prérequis	Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.
Contenu	<p>1) <u>Etudes et aménagement des itinéraires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires, des études et acquisitions foncières à la signalétique • Dépenses liées à l'aménagement de points d'accueil : halte pique-nique, aire d'arrêt (avec longe ou barre d'attache, clôture ...) ... <p>2) supports de communication et de promotion</p> <p>3) <u>Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées ou en vue d'une labellisation</u>: accueil, hébergements des équidés intérieurs ou extérieurs, équipements et matériels liés à l'activité randonnée</p>
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Itinéraires et équipements des cheminements</u> : EPCI/PETR, Syndicats de Pays, communes • <u>Supports de communication et promotion a minima à l'échelle du de l'itinéraire / du réseau de parcours équestres</u> : EPCI/PETR, Syndicats de Pays, Office de tourisme • <u>Aménagements des structures professionnelles équestres</u> : entreprises ou exploitations agricoles, communes, EPCI, associations
Financement régional	<p>1/ <u>Itinéraires</u>: 40%</p> <p>2/ <u>Support de communication et promotion</u> : 50 %</p> <p>3/ <u>Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé (moins de 5 ans) - 35% associations et collectivités <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Pour les projets privés : subvention plafonnée à 30 000 €, portée à 100 000 €, au cas par cas sur décision de la Région, pour une maîtrise d'ouvrage collective ou dans le cas d'un projet au rayonnement touristique avéré.</p>
Modalités	<p>Respect du référentiel qualité de développement et de numérisation des itinéraires équestres FFE</p> <p>Structures équestres : labels FFE Centre de tourisme équestre ou Cheval étape</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés en km

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Office de tourisme, EPIC, association</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p>



	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- Elaborer un projet local de santé.

La Région participera à l'élaboration du Projet Local de Santé par un soutien à :

une animation territoriale portée par les collectivités concernées pour élaborer un diagnostic territorial, un programme d'actions, accompagner l'émergence de projets collectifs et aider l'ensemble des professionnels de santé à élaborer leur projet médical

un/ des projets de Maison de Santé Pluridisciplinaires (MSP) localisées sur les secteurs les plus carencés comme l'ouest du bassin de vie et du pôle aggloméré mais également d'autres projets qui pourraient émerger, en veillant à leur attractivité vis-à-vis des jeunes professionnels par l'accueil de stagiaires,

la création d'autres structures d'exercice regroupé, comme les pôles paramédicaux et les cabinets satellites de MSP...

- Poursuivre le développement de l'offre d'accueil petite enfance, par le soutien en particulier de ces projets au nord du bassin de vie et dans les franges franciliennes, le développement de structures avec horaires atypiques.

- Développer les services contribuant au maintien à domicile des personnes âgées

- Soutenir le maintien ou un développement de l'offre commerciale

Le bassin de vie est caractérisé par une forte dominante rurale aux franges du Perche et de la Normandie à l'ouest et au nord autour d'Anet. Face à ce constat, la région y soutiendra les projets permettant le maintien ou le développement de commerce de proximité de type marchés, multiservices, tournées, points de vente... Une attention sera également accordée au maintien des commerces de proximité en centre-ville.

Parmi les enjeux du SCOT figure celui de favoriser et développer l'accueil de professions de santé sur le territoire, et notamment en secteur rural. L'agglomération apparaît en effet peu équipée en matière de santé ; les taux d'équipements étant plus faibles que la moyenne régionale et cela sur toutes les gammes (proximité, intermédiaire et supérieure).

En effet, peu de communes disposent d'équipements de santé de proximité (généraliste, pharmacie, kinésithérapeute), et notamment dans le bassin Châteauneuf-Brezolles. Les équipements intermédiaires et supérieurs sont situés dans les grands pôles urbains, et aussi dans certaines communes rurales (cas notamment des établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées).

On constate également une pénurie de médecins généralistes dans l'Agglomération (0,17 médecins pour 1000 habitants, soit un ratio 5 fois plus faible que la moyenne régionale).

Concernant les médecins généralistes, le territoire selon la cartographie de l'Agence Régionale de Santé du mois de décembre 2017 se situe sur l'ensemble de son périmètre en zone d'intervention prioritaire à l'exclusion de la pointe nord et d'une petite enclave au sud-est classée en zone d'action complémentaire. Il apparaît donc primordial de renforcer le maillage de l'offre de santé au travers la création de Maison de Santé Pluridisciplinaire. Ce type de solutions, au travers la mise en œuvre de projets de santé adaptés contribuera en effet à la pérennité de l'offre de santé du territoire et la continuité de l'accès aux soins.

Le projet de maison de santé Villemeusien, limitrophe de la zone Est de Dreux, permettra de compléter l'offre sur le territoire Sud de l'agglomération. Il regroupe à ce jour 11 professionnels de santé dont 4 médecins généralistes. Les priorités et objectifs définis par le projet de santé sont :

- Renforcer les modes de pratiques coopératives entre professionnels de santé (activités médicales et paramédicales) entre médecine libérale et hospitalière et de rompre ainsi l'isolement des professionnels de santé.
- Concernant le Centre Hospitalier de Dreux, une réflexion est déjà engagée sur la proposition d'effectuer au sein de la MSP des consultations avancées de spécialistes hospitaliers, comme cela est déjà réalisé à Houdan ou Verneuil. Ex : en ORL, en cardiologie, en Pédiatrie
- Encourager le recours à l'e-santé (développement de programmes de télémedecine)
- Mener des actions de dépistage, de prévention et d'éducation des patients d'autant plus que les maladies chroniques sont de plus en plus courantes et amplifiées au regard du vieillissement de la population.
- Mettre en place des actions sur le dépistage du diabète, les maladies cardiovasculaires, en collaboration avec les cardiologues, BPCO et asthme, en collaboration avec les pneumologues du territoire, troubles de la mémoire, obésité infantile, tumeurs cutanées (dépistage visuel par kinésithérapeute et Ostéopathe), tumeurs du sein et du colon, en collaboration avec l'ADOC 28, troubles du langage, Contraception, MST, actions de rattrapage envisagées sur la vaccination, un accent sera mis sur la vaccination anti grippale insuffisante.
- Améliorer l'accès aux soins par l'amélioration de la continuité de la prise en charge en poursuivant le partage d'information, en diversifiant l'offre de soins et en réorganisant au mieux la prise en charge des soins non programmés et programmés, en organisant des consultations de spécialités...

Ce projet complètera l'offre de santé de façon complémentaire au projet de Maison de Santé du Quartier des Bâtes en cours de réalisation.

En 2014, la communauté d'agglomération du Pays de Dreux a hérité de la compétence petite enfance et enfance exercées par les anciennes communautés du pays drouais. L'exercice de cette compétence au travers des structures d'accueil est hétérogène, la compétence étant restée communale sur certains secteurs du territoire ou rétrocédée à une commune suite à la fusion. Par ailleurs, certains projets d'initiative privée permettent de renforcer le maillage et de compléter les solutions d'accueil dans les secteurs de plus forte tension, en particulier les franges franciliennes.

L'Agglomération a adopté en 2016 un schéma éducatif de territoire lui permettant de définir les orientations politiques et stratégiques de l'action éducative pour les 5 à 10 prochaines années.

Dans une logique de développement des équipements et des services selon un maillage territorial cohérent, il est notamment impératif :

- de prendre en compte les différentes logiques de vie et de mobilité qui structurent le territoire à l'échelle des différents bassins de vie de proximité ,
- de diffuser les actions à partir des principaux pôles de services du territoire (Anet, Ezy-sur-Eure, Ivry-la-Bataille, Chérisy, Bû, Broué, Châteauneuf, Brezolles...).

En matière de petite enfance, il est à noter que le schéma prévoit d'accompagner le développement et/ou fonctionnement des Maisons d'Assistance Maternelles et par ailleurs des micro-crèches privées (la coordination, les activités du RAM, une tarification PSU...) qui constituent des solutions complémentaires pour le territoire. En terme d'accueil enfance, il s'agit en outre de conforter l'action des ALSH existants en renforçant la qualité de l'accueil sur les temps périscolaires.

De façon globale, il reste important de renforcer le maillage de l'offre là où les besoins se font sentir plus fortement, notamment sur le bassin de vie nord et sur les franges franciliennes, et d'améliorer la qualité d'accueil des équipements existants.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	MSP Villemeux 250 000€	250 000 €	
Mesure 15-1 : Projets locaux de santé	20 000 €		20 000 €
Mesure N°19 : Structure d'accueil petite-enfance	0€	0€	
Mesure N°20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	118 200 €	118 200 €	
Mesure N° 21 : Commerce de proximité	0 €	0€	
TOTAL	388 200 €	368 200 €	20 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 15

Projet de Maison de Santé Pluridisciplinaire à Villemeux-sur-Eure

Maître d'ouvrage : Société d'Economie Mixte

Montant estimatif du projet : 1 260 000 €

Subvention : à définir en fonction du nombre de professionnels de santé

Contenu :

Le projet de santé, dans sa configuration actuelle, a fédéré plus d'une dizaine de professionnels de santé dont 4 médecins généralistes. Il est aussi prévu un logement permettant l'accueil de stagiaires ainsi que la possibilité de recourir à l'e-santé (à rechercher dans le cadre d'un financement au titre du CPER). Le projet immobilier de construction de la MSP porte sur une surface totale en rez-de-chaussée de 663 m². Il comprendra 10 bureaux de 25 m², une salle kiné et un local infirmier/podologue, une salle de réunion, une cuisine thérapeutique, et un local aménagé sous comble pour le logement des stagiaires internes, salle de réunion, archives et réserve de 100,4 m².

Avancement du projet :

Création de la SEM, porteuse du projet d'investissement au 1^{er} semestre 2018.

Maîtrise d'œuvre pour la conception du projet 2^{ème} semestre 2018.

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019

Mesure 20

Extension du Centre de Loisirs de Chérisy

Maître d'ouvrage : Commune de Chérisy

Montant estimatif du projet : 1 182 000 € HT, dépense éligible estimée à 591 000 €

Subvention prévisionnelle : 118 000 €

Contenu : Le projet porte sur l'agrandissement du centre de loisirs situé à Chérisy et accueillant les enfants du bassin de vie au nord ouest du territoire. Il s'agit de réserver dans le nouveau bâtiment qui doit être construit pour le nouveau restaurant un espace d'activités pour le centre de loisirs. Ce nouvel aménagement permettra de requalifier l'ancien espace dédié à la restauration afin de l'adapter aux activités du centre de loisirs. L'accueil périscolaire prendra place dans une partie du bâtiment dédié aux activités de loisirs pour les jeunes enfants. Cette partie du bâtiment donnera directement sur une terrasse et des gradins permettant des activités extérieures de proximité (jardin pédagogique, théâtre...). L'intervention régionale se fera sur la partie ALSH uniquement, soit 50% de la surface et du coût du projet.

Avancement du projet : Conception du projet 2017/2018

Echéancier (démarrage des travaux) : démarrage des travaux au cours du 1^{er} semestre 2018 afin que le bâtiment puisse être opérationnel pour la rentrée 2019.

Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupé

Sens de l'action régionale

En application d'un des volets du Plan Santé :

- Réduire la fracture médicale en :
 - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes
 - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé
- Accompagner les mutations en matière de pratique médicale

Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015- 2020

Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé

Contenu

L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.

Maitres d'ouvrage

Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)

Financement régional

Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.

Subvention minimum 2 000 €

- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée² - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients. <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

« Projets locaux de santé »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé 2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS) 3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional 4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI
Maitres d'ouvrage	Collectivité territoriale, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration 2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS 3/ Taux de 30% 4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation. <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS) 2/ Validation de la CPTS par l'ARS 3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support. 4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>

Structures d'accueil petite enfance (0-3 ans)

Avec adaptation

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir aux parents le choix entre différents modes de garde quelle que soit la situation géographique (ville ou zone rurale) - Répondre aux besoins de familles ayant des contraintes spécifiques (situation de travail précaire, parents ayant des horaires de travail atypiques, parents d'enfants présentant un handicap, familles monoparentales,...)
Contenu	<p>Création / aménagement/ réhabilitation de crèches collectives, structures multi accueil micro-crèche, halte-garderie, Relais Assistantes maternelles (RAM)</p> <p>Ces équipements peuvent être gérés par une collectivité locale, une association (avec le soutien de financements publics), une entreprise privée.</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, Communes, associations</p> <p>Entreprises au cas par cas, dans le cadre d'une mission de service au public, et dans le respect de la réglementation</p>
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <p><u>Investissement</u> : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier et équipements (lié à la création de places)</p> <p>Taux de subvention :</p> <p><u>Investissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les projets permettant la création de places nouvelles - 20% pour les projets permettant le maintien de places existantes - Bonification de 10 points (non cumulative) pour les structures : <ul style="list-style-type: none"> • dont la gestion est assurée par une association (soutien à l'ESS) • disposant de personnels dédiés à l'accueil d'enfants handicapés • disposant d'une offre de services pour les parents en horaires de travail atypiques (avant 7h00, après 19h00, weeks end, jours fériés); • dont l'organisation du service permet l'accueil des enfants de parents en insertion ou en formation professionnelle (places réservées, partenariat avec un organisme de formation ou des structures d'insertion...); • en gestion écoresponsable (label « écolo-crèche » ou démarche « éco-crèche » ou équivalent) <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Subvention maximum de 30 000 € pour un projet privé pour une mission de service au public, et dans le respect de la réglementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Avis de la CAF - Pour la bonification gestion écoresponsable : présentation de la démarche et attestation de label ecolocrèche ou équivalent <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places de garde créées • Nombre de places de garde maintenues • Nombre de places pour les enfants handicapés

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH

Soutien au commerce de proximité

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Maintenir des emplois non délocalisables - Contribuer au lien social
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	En cas de carence de l'initiative privée : Acquisition, réhabilitation, construction, équipement de commerce de proximité en vue de maintenir ou recréer un commerce
Maitres d'ouvrage	Communes ou leurs groupements Associations
Financement régional	<p>30% de la dépense 40% dans le cas d'une épicerie sociale ou d'un café associatif Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Avis de la chambre consulaire sur la viabilité économique et l'absence de concurrence avec des entreprises existantes</p> <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de

- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels

La Région accompagnera **le maillage du bassin de vie** en équipements culturels et artistiques, notamment sur la partie rurale du bassin de vie, en développant l'offre culturelle notamment au travers des PACT.

La Région accompagnera aussi **le développement des équipements et structures culturels et artistiques dans le but d'amplifier la dynamique culturelle du territoire** (Atelier à spectacles à Vernouillet, salle de spectacle « Le Dianetum » à Anet...).

L'agglomération dispose d'un panel d'équipements culturels de qualité et d'envergure pour la diffusion artistique, l'enseignement des arts ainsi que la lecture publique. L'enjeu mis en exergue dans le SCOT de l'Agglo du Pays de Dreux est de renforcer la visibilité et l'attractivité des équipements existants.

L'attractivité culturelle de l'agglomération se joue en particulier au travers d'équipements de rayonnement important localisés sur le pôle urbain de Dreux-Vernouillet :

- l'Atelier à spectacles ouvert en 2004 et bénéficiant d'une animation particulièrement dynamique, disposant également de la plus grande salle de diffusion artistique du département (900 places) à Vernouillet,
- L'équipement Culturel L'Odyssée regroupant la médiathèque et le Conservatoire classé à rayonnement intercommunal proposant, aux plus jeunes et aux adultes un enseignement artistique varié (musique, danse, théâtre),
- Le théâtre de Dreux avec ses 437 places en centre-ville de Dreux, caractérisé par une programmation à dominante théâtre (répertoire, théâtre contemporain, comédie, boulevard, café théâtre) et le soutien à la musique classique l'art lyrique, et plus récemment des ciné-concerts (festival Regards d'Ailleurs).
- le Centre d'art contemporain à Dreux.

Depuis 2013, une salle de spectacles, le Dianetum comptant 476 places a été édifiée à Anet et propose une programmation culturelle complémentaire et attractive au nord du territoire (rayonnement sur la Normandie et les Yvelines).

Le Théâtre de Dreux, bâtiment communal, date de 1910 et aucune modification structurelle n'y a été apportée depuis cette date, hormis la destruction de certains décors (plafond, parement extérieur). Il accueille plus de 700 abonnés et près de 19 000 spectateurs par saison. Or il montre de nombreuses faiblesses **en termes de sécurité, vétusté du bâti, d'accessibilité et d'adaptations techniques des lieux aux besoins contemporains**. Il n'est plus adapté aux activités théâtrales modernes. Des actions sont en particulier menées envers les publics enfants et adolescents au travers de festivals, de spectacles ou de médiations dédiées.

Plus moderne, mieux adapté, le théâtre pourra ainsi renforcer ses activités d'accueil du public, de représentation, de soutien à la création artistique et de médiation scolaire et sociale.

Ce projet de rénovation du théâtre permettra d'affirmer sa position d'équipement structurant de référence à l'échelle de l'agglomération. Cette situation renforcée sera conditionnée par :

- une optimisation de l'espace scénique et un renouvellement du matériel technique,
- la création d'un espace dédié pour l'accueil des résidences professionnelles et amateur et pour les pratiques artistiques,

- l'extension et amélioration des espaces d'accueil des publics et des artistes,
- l'adaptation aux techniques numériques.

La modularité de la salle rénovée permettra l'ouverture de la programmation à des publics plus diversifiés : extension des offres jazz, musiques du monde et actuelles, danse et culture urbaine promue par des artistes issus de la diversité culturelle. L'accroissement de la diffusion des spectacles familiaux hors temps scolaire constituera aussi l'un des enjeux du projet du Théâtre. Le foyer relocalisé dans les nouveaux espaces, pourra être voué à des projets orientés sur des projets d'arts visuels en relation avec les arts de la scène ou définis et programmés par le centre d'art contemporain l'Ar(t)senal, en vis-à-vis du Théâtre.

Le projet culturel et artistique permettra de garantir une offre qualitative exigeante et populaire, susceptible de renforcer l'attractivité de l'agglomération, d'affirmer la ligne artistique et la complémentarité des propositions des différentes salles, de garantir l'accès de l'équipement aux personnes en situation de handicap (boucle auditive, sous-titrage etc.), de positionner le théâtre en tant que rouage économique générateur de dynamisme commerciale, et de replacer cet équipement dans les circuits patrimoniaux et touristiques, par la restitution de sa façade monumentale.

XE B2 : Développement de l'accès à la culture	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissmt	Fonctnt
Mesure 16 : Salle support d'une programmation culturelle	Ville de Dreux	757 700 €	757 700 €	
Mesure 16-1 : Rénovation des équipements du cinéma « la société nouvelle des cinémas de Dreux »		90 000 €	90 000 €	
TOTAL		847 700 €	847 700 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 16

Projet de rénovation du théâtre à Dreux (2^{nde} tranche)

Maître d'ouvrage : Ville de Dreux

Montant estimatif du projet : **2 832 700 €**, dépenses éligibles (travaux) : 2 525 000 €

Subvention prévisionnelle : 757 700 €

Contenu :

Le projet de requalification du théâtre de Dreux a été conçu pour améliorer les espaces d'accueil des artistes, restaurer la salle de spectacles sur le plan thermique, acoustique et architectural, permettre l'accessibilité de tous les publics, en particulier les personnes à mobilité réduite, le mettre aux normes de sécurité, restituer les façades antérieures amputées de ses modénatures de briques, ornements et soubassements à dominantes horizontales.

Les travaux portent sur la restructuration complète de la salle, la démolition et la reconstruction d'un cube avec la création d'un hall et d'un foyer dédiés à l'accueil du public avant une représentation, l'intégration de nouvelles loges et locaux dédiés au personnel du théâtre, la création de locaux techniques pour assurer le traitement de l'air de la salle et foyer, la rénovation des façades, l'apport d'une isolation thermique et acoustique, l'aménagement de dispositifs de cheminements pour assurer la maintenance des toitures et éléments techniques scénographiques dans les combles.

Avancement du projet :

Une première tranche a été engagée dans le précédent contrat en 2017 à hauteur de 72 100 € pour la mission de maîtrise d'œuvre. Le marché a été lancé fin 2017 sur les travaux de gros œuvre, puis complété par un marché sur les lots restants (serrurerie, signalétiques...).

Echéancier (démarrage des travaux) : 1^{er} trimestre 2018 (démarrage anticipé).

Salles de spectacles support d'une programmation culturelle significative

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	<p>Création ou amélioration de salles de spectacles</p> <p>Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,....).</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.



Modalités

- Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter **une analyse acoustique et scénographique**
- Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation)
- Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter **au minimum un équivalent temps plein**
- Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC)

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

Rénovation des équipements du cinéma
« La Société nouvelle des Cinémas de Dreux »

CADRE SPECIFIQUE

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	Association en amont de la direction de la culture du conseil régional
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Création ou amélioration de salle de spectacles • Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage, écrans....)
Maître d'ouvrage	Société Nouvelle des Cinéma de Dreux
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 % maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Subvention prévisionnelle : 90 000 € maximum selon le plan de financement définitif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 €.</p>
Modalités	Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC)



**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale**- Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs et culturels**

La Région soutiendra le développement d'équipements sportifs structurants sur le territoire. Priorité sera donnée à la réhabilitation d'équipements existants.

L'Agglomération compte un taux d'équipement supérieur ou équivalent à la moyenne régionale en matière d'équipements sportifs et culturels. Une large partie des communes accueille des équipements sportifs de proximité (terrains de boules, terrains multisports, etc.). Des équipements intermédiaires sont présents dans les différentes polarités (piscine, terrains de sport spécialisés, etc.). L'enjeu porte en priorité sur la réhabilitation des équipements existants et le renforcement du maillage sur les zones en tension en réponse aux besoins soulevés par les clubs et les associations sportives.

La piscine de Vernouillet n'est plus conforme aux normes sanitaires, notamment en matière de filtration. Cet établissement, construit en 1974, a dépassé la durée de vie moyenne de ce type d'équipement évaluée à trente ans. Cette piscine accueille une pratique associative importante (natation sportive, water-polo, triathlon soit 12 700 pratiquants/an), et contribue à accueillir la majeure partie des écoles de l'agglomération en natation scolaire (50 600 scolaires accueillis/an). En effet, le centre aquatique AggloCéane à St Rémy-sur-Avre ne propose que de créneaux horaires limités pour l'accueil de la natation scolaire. Le public de la piscine de Vernouillet provient à 72% d'habitants de l'agglomération, mais la structure ne répond plus aux attentes du public familial (pas d'aspect ludique et pas de pataugeoire). On relèvera également que le territoire de l'Agglomération souffre d'un déficit de plan d'eau de 1030 m² (source étude AMEX 2015).

La piscine extérieure de Châteauneuf-en-Thymerais qui date de 1947 doit subir des travaux de rénovation pour continuer à accueillir du public (problématiques en termes d'étanchéité, de réseaux et de mise en accessibilité). Cet équipement saisonnier joue un rôle social important à l'échelle du bassin de vie de Châteauneuf-en-Thymerais s'inscrit dans une stratégie de développement durable et équilibré du territoire.

Au nord du territoire, les équipements du dojo du Bû et du gymnase d'Anet qui accueillent les activités sportives d'art-martiaux, de badmington, de hand-ball et de tir-à-l'arc sont aujourd'hui totalement saturés et il devient impossible de proposer des créneaux pour l'ensemble des clubs associatifs. Il convient de créer une structure adaptée permettant de soulager les équipements existants, et d'améliorer les conditions de pratique du judo, karaté, badmington, handball, en favorisant le développement du sport de compétition et la montée du niveau des équipes.

AXE B3 : Sport	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Invest.	Fonct.
Mesure N°22 : Equipements sportifs et de loisirs	Agglo du Pays de Dreux, Syndicats, communes	305 600 €	305 600 €	
Mesure N°22 -2 : Equipements nautiques	Agglo du pays de Dreux	2 000 000 €	2 000 000 €	
TOTAL		2 305 600 €	2 305 600 €	

Descriptif sommaire des projets identifiés :

Mesure 22

Création d'un complexe multisport à Saussay

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte Intercommunal du Canton d'Anet

Montant estimatif du projet : 517 500 € HT €

Subvention prévisionnelle : 103 500 €

Contenu :

Le projet fait suite à la 1^{ère} phase d'acquisition d'un bâtiment commercial M. Bricolage sur une zone commerciale délaissée à Saussay. La deuxième tranche porte sur l'aménagement et la rénovation thermique du partie du bâtiment sur une surface de 2000m² afin d'accueillir les activités suivantes :

- 1 salle convertie en espace dojo normé FFJDA
- 1 salle de Tir à l'arc normé FFTT
- 1 salle d'escrime normé FFTA
- 1 salle de tennis de table normé FFTT.
- deux espaces de vestiaires

Des espaces d'activités extérieurs seront aménagés avec l'installation d'un jeu de paume/pelotte en fronton et d'un mur d'escalades.

Avancement du projet :

Le permis de construire est déposé. Lancement de la consultation au 2^{ème} trimestre 2018

Echéancier démarrage des travaux : 3^{ème} trimestre 2018.

Construction d'un équipement sportif site de le Leu (vestiaires football)

Maître d'ouvrage : Saint-Lubin-des-Joncherets

Montant estimatif du projet : 382 700 €

Subvention prévisionnelle : 76 500 €

Contenu : Le projet porte sur la construction de vestiaires pour le club de football. La commune de Saint Lubin des Joncherets possède 2 stades pour la pratique de football : le stade Nespoulous et le stade de la Leu. Le site de la Leu comprends 8 terrains d'entraînement. Près de 300 licenciés de la Vallée d'Avre utilisent chaque jour ces installations.

Le projet porte sur la construction des nouveaux vestiaires de football. L'équipement d'une superficie de 300m² comprendra 5 vestiaires, 2 vestiaires arbitres des sanitaires, une infirmerie, ainsi qu'une salle de réunion. La parcelle qui recevra les futurs vestiaires est située face au stade de football et comprend déjà un équipement sportif, le dojo. Le parking de ce dernier équipement sera mutualisé. Ces vestiaires pourront également être utilisés pour tout autre activité si nécessaire.

Avancement du projet : Consultation des entreprises au 2^{ème} trimestre 2018.

Echéancier (démarrage des travaux) : septembre 2018

Réfection terrains de tennis

Maître d'ouvrage : Saint-Rémy-sur-Avre

Montant estimatif du projet : 48 260€HT

Subvention prévisionnelle : 9 600 €

Contenu : Le projet porté sur la réfection des deux terrains de tennis du club de Saint-Rémy-sur-Avre.

Avancement du projet : La commune est en phase de demande de devis.

Echéancier (démarrage des travaux) : 2d semestre 2018

Projets pressentis:

Réhabilitation des vestiaires du club de football à Saint-Rémy-sur-Avre

Aménagement d'un skate-park à Châteauneuf-en-Thymerais

Mesure 22-2

Projet identifié :

Rénovation et extension de la piscine à Vernouillet

Maître d'ouvrage : Ville de Vernouillet/Agglo du pays de Dreux

Montant estimatif du projet : 7 200 000 € HT

Dépense retenue : 6 500 000 €

Taux de subvention : 30 % (Plan piscine) soit une subvention prévisionnelle de 1 950 000 €

Contenu :

Ce projet permettrait de proposer l'offre suivante aux usagers :

OFFRE INTERIEURE :

1 bassin sportif 5 lignes d'eau,

1 bassin d'apprentissage et d'activités,

1 bassin ludique et loisirs (nouveau bassin, + 180 m² de plan d'eau),

1 espace bien-être,

1 pentaglisserie (option)

OFFRE EXTERIEURE :

1 plage aqualudique

Avancement du projet :

Phase de pré-programmation réalisée. Rédaction CCTP AMO programmation et études géotechniques en 2018

Echéancier (démarrage des travaux) : Projet en cours de définition en 2018

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Equipements nautiques

Sens de l'action régionale	<p>Proposer un maillage du territoire régional en équipements nautiques ouverts toute l'année, accessibles en moins de 20 min, et en bon état afin de répondre aux besoins des habitants en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apprentissage de la natation - de santé / bien-être (bébés nageurs, gymnastique aquatique, rééducation...) - de sport loisirs
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du Plan piscine régional relatif à la complétude du maillage en équipements nautiques : <ul style="list-style-type: none"> - ouverts toute l'année (couverts, découvrables, bassins nordiques ...) - et dans des secteurs carencés en termes d'équipement nautique couvert (absence d'équipement ou niveau de vétusté compromettant le maintien d'un équipement) • Autres équipements nautiques (vocation tourisme, loisirs, équipement de plein-air)
Financement régional	<p>Maitres d'ouvrage : EPCI, communes</p> <p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Les SPA et les équipements ludiques sont exclus de la dépense éligible.</p> <p>Taux de subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30% pour les équipements relevant du Plan piscine régional - 20% pour les autres équipements nautiques <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Conditionnalité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En construction neuve, l'équipement doit être classé en Etiquette B (<2800 kWep/m² bassin/an) - En réhabilitation, les travaux doivent permettre d'atteindre, après travaux, l'étiquette énergétique C (<4 000 kWep/m² bassin/an) <p>Conditionnalité sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une tarification sociale - Equipements permettant une mixité d'usage : scolaires, clubs, pratiques libres - Conventionnement avec le lycée le cas échéant pour la mise à disposition le cas échéant de créneaux horaires à l'usage des lycéens - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant à minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Promouvoir une production urbaine en centre-bourgs de qualité

Dans le cadre de sa politique de soutien au logement social, la région privilégie les opérations de reconquête de centre-bourgs plutôt que d'extensions urbaines qui répondent à un objectif de développement durable partagé avec les acteurs locaux.

L'aménagement des espaces publics en cœur de village reste une priorité de développement du territoire. Cette action s'inscrit dans la stratégie de revitalisation des centres-bourgs affirmée dans le SCOT et le PLH approuvés par l'agglomération.

Le conseil paysager et écologique mis en place depuis 5 ans sur le territoire de l'agglomération a suscité une réelle dynamique de la part des communes rurales dans l'émergence de projets qualitatifs d'espaces publics. Ce conseil paysager, depuis sa mise en place en 2012, a conduit à la réalisation de treize études sur l'aménagement d'espaces publics favorisant le lien social dont la traduction opérationnelle s'est opérée dans le contrat régional précédent et se poursuivra dans CRST 2018-2023 (6 projets issus de cette étude sont pressentis).

L'objectif au travers ce conseil est avant tout de mener une approche globale intégrant les enjeux de paysage, de biodiversité mais aussi de mobilités douces. Un conseil écologique a été intégré à la mission d'assistance aux communes dans le cadre de la reconduction de la mission en 2016 et permet de valoriser la biodiversité dans les projets par le développement notamment de parcours pédagogiques. Les communes peuvent être également accompagnées par le CAUE, et la compétence paysagiste proposée par l'agglomération pour développer des projets qualitatifs et fonctionnels. Une quinzaine de projets sont pressentis en tout dans le cadre du CRST 2018-2023. Certains localisés dans les polarités s'inscriront dans un programme plus global contribuant à la revitalisation des centre-bourgs.

En outre, l'Agglo du Pays du Dreux fonde son développement durable et équilibré du territoire sur la reconquête des friches urbaines. Derniers stigmates visibles d'une activité économique passée, les 91 hectares de friches recensés à l'échelle de l'agglomération sont autant de réservoirs de projets potentiellement mobilisables pour développer une nouvelle offre de logements ou économique. Dans les cœurs urbains, la revalorisation des friches participera à l'action du territoire en faveur de la revitalisation des centre-bourgs notamment au sein des polarités urbaines et rurales identifiées dans le Scot.

Qu'elle soit à vocation économique ou d'habitat, la résorption des friches, pour autant qu'elle soit préalablement assise sur un projet durable, constitue un investissement pour l'avenir du territoire concerné et une amélioration en termes de qualité environnementale et d'attractivité (dépollution, restauration d'image, cadre de vie...). Cette politique de résorption des friches représente une priorité d'actions depuis déjà quelques années avec plusieurs réalisations effectives soutenues notamment par la Région.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés Env. de base	Investisst	Fonct
Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics	Communes	600 000	600 000	
TOTAL		600 000 €	600 000 €	

Les opérations suivantes ont été pré-sélectionnées au vu du formulaire d'intention déposé à la Région :

MAITRES D'OUVRAGE	INTITULES DES PROJETS	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES
Beauche	Aménagement du Cœur de Village	61 500 €
Tremblay-les-Villages	Aménagement de la place de Chêne Chenu	16 600 €
TOTAL		78 100 €

L'éligibilité de tout ou partie des dépenses relatives à l'opération sera appréciée au vu du dossier complet de demande de subvention adressé à la Région sur la base du formulaire en vigueur, avec une copie à la Communauté d'Agglomération.

Mesure 23 Aménagement d'espaces publics

Descriptif sommaire des projets identifiés

Aménagement de la place de village à Beauche

Maître d'ouvrage : Commune de Beauche

Subvention prévisionnelle : 61 500 €

Contenu :

Le projet porte sur l'aménagement d'un espace de centralité sur la place du Monument aux Morts e aux fins de faire naître un lieu de convergence à la fois des habitants, visiteurs et aussi des randonneurs. La Région a émis un avis favorable sur l'éligibilité du projet d'aménagement de la place du Monument aux morts, à l'exclusion des cheminements de liaison. La requalification de cette place a été prolongée par l'aménagement paysager du parvis de l'église presque en vis-à-vis. Les travaux porte sur les plantations paysagères, le terrassement, l'engazonnement de la partie bitumée pour aggrandir la place des Monuments aux Morts, et la réfection du parvis de l'église avec des matériaux simples et rustiques.

Avancement du projet

Définition et conception du projet en 2017

Avis favorable de la Région sur le réaménagement de la place des Monuments aux Morts transmis en juin 2017

Echéancier (démarrage de l'opération): septembre 2018

Aménagement de la place de village de Chêne-Chenu

Maître d'ouvrage : Tremblay-les-Villages

Montant estimatif du projet : 87 800 €

Subvention prévisionnelle : 16 600 €

Contenu :

Le projet porte sur la requalification de la place de village de Chêne Chenu au sein de la commune associée de Tremblay-les-Villages. La commune envisage la structuration de ses villages autour d'espaces centraux de convivialité, afin de donner une identité à la communes selon les codes esthétiques du thymerais. L'aménagement permettra de marquer l'entrée dans une zone avec des piétons, des enfants, les abords de la place seront végétalisés afin de rendre la rencontre plus conviviale. Une aire de jeux pour enfant ainsi que du mobilier urbain seront installés à coté du terrain de boules existant.

Avancement du projet :

Maîtrise d'œuvre.

Echéancier (démarrage de l'opération): dernier trimestre 2018

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	<p>Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.</p>
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ◦ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ◦ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 40% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C2 : Foncier

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Optimiser le foncier économique existant

Les disponibilités foncières économiques étant faibles sur le bassin de vie, la Région poursuivra son soutien à la politique de reconquête de friches menée par l'Agglomération du pays de Dreux.

Par ailleurs, la Région accompagnera la montée en gamme de zones déjà constituées et le cas échéant le développement d'une offre nouvelle dans les secteurs répondant à un besoin avéré des entreprises.

Soutenir le maintien ou un développement de l'offre commerciale

Le bassin de vie est caractérisé par une forte dominante rurale aux franges du Perche et de la Normandie et au nord autour d'Anet. Face à ce constat, la Région y soutiendra les projets permettant le maintien ou le développement de commerces de proximité de type marchés, multiservices, tournées, points de vente... Une attention sera également accordée au maintien des commerces de proximité en centre-ville.

Promouvoir une production urbaine en centre-bourg et de qualité

Dans le cadre de sa politique de soutien au logement social, la Région privilégie les opérations de reconquête de centres bourgs, plutôt que d'extensions urbaines, qui répondent à un objectif de développement durable partagé avec les acteurs locaux.

La production urbaine doit s'inscrire dans une démarche d'éco-conception de l'habitat, sobriété énergétique, recours à des matériaux biosourcés...

Axe C2 Foncier	Maîtres d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 23-1 : Requalification de friches urbaines	Communes et agglomération	460 000	460 000	0
23-5 : Revitalisation des centre-villes et centre-bourgs	Communes et agglomération	248 000	248 000	0
TOTAL		708 000 €	708 000 €	0 €

Mesure 23-1

Projets pressentis

Requalification du Site BIOCOS Dreux

Requalification de la friche de la Paquetterie à Saint-Lubin-des-Joncherets

Mesure 23-5

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Projet de revitalisation du cœur de bourg d'Anet : 1^{ère} phase de requalification de la friche Boudeville et Fontaine

Maître d'ouvrage : Anet

Montant estimatif du projet : 220 000 € (démolition et dépollution)

Subvention prévisionnelle : 88 000 €

Contenu :

Le projet porte sur la démolition et la dépollution de l'ancien site Boudeville et Fontaine en centre-bourg d'Anet. L'étude des sols réalisée dans le cadre de la cessation d'activité a montré la présence des polluants de type plomb, zinc et hydrocarbures relatifs à l'activité d'imprimerie. Une étude des gaz des sols et des eaux souterraines a également été réalisée pour connaître l'ampleur de la pollution ainsi que les démarches à mettre en place pour la dépollution du site. Cette Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS) est réalisée en connaissance de l'usage futur des terrains. Le projet de reconversion donnera ainsi lieu à une opération de requalification urbaine structurante d'habitat/commerces en centre-ville s'accompagnant d'une requalification des espaces publics en lieux de convivialité et d'animation commerciale.

Etat d'avancement du projet :

2017-2018 : Réalisation des études préalables et de l'acquisition (tranche subventionnée dans le précédent contrat)

Echéancier (démarrage des travaux) : 2^{ème} semestre 2018.

Aménagement de la place Cloarec à Saint-Lubin-des-Joncherets (1^{ère} phase)

Maître d'ouvrage : Saint-Lubin-des-Joncherets

Montant estimatif du projet : 130 000 € (Acquisition)

Contenu :

Le projet a trait à une opération globale de réaménagement de la Place Cloarec, portant sur la reconversion d'une friche en centre-ville, la requalification d'un ensemble d'espaces publics et la réhabilitation d'un immeuble pour créer une nouvelle offre de logement social (cf. mesure 24). Suite à une 1^{ère} phase d'acquisition d'un hangar et sa démolition, le réaménagement global des espaces publics existants, peu fonctionnels doit permettre de réorganiser le stationnement, les flux piétons et vélos tout en aménageant des espaces de rencontre et de lien social pour les habitants.

Avancement du projet :

Acquisition du hangar et lancement de l'étude globale d'aménagement au 2nd semestre 2018.

Echéancier (démarrage de l'opération):

Acquisition du hangar en 2018 en vue d'une programmation des travaux en 2019-2021

Si les projets ne s'inscrivent pas dans un projet global, les travaux pourront être étudiés au titre de la mesure 23 espaces publics et/ou 23-1 friches.

Projets pressentis

- Aménagement d'espaces publics suite à la résorption de la friche Boudeville et Fontaine (2^e phase du projet).
- Aménagement des espaces publics suite à la résorption de friche Place Cloarec (1^{ère} phase).

Requalification de friches urbaines

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maitriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation des sols - Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles - Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements - Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisitions et études préalables 2. Investissements liés au recyclage foncier : <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
Maitres d'ouvrage	EPCI, communes, délégataires
Financement régional	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau » ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

Revitalisation des centre villes et centre bourgs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant • Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...) • Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)
Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p>Reconquête du « foncier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition • Démolitions • <i>Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1)</i> <p>Aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23)</i> • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux <p>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes)</i> • <i>Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27</i> <p>Dynamisation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères</i> • <i>Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i> <p>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</p> <p>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)</i>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Ingénierie externalisée : 80 % • Acquisitions foncières, immobilières : 40 % • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du projet global (note technique et plan) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Animer une politique de l'habitat

Au-delà des besoins de production nouvelle, le PLH devra définir précisément les réponses aux besoins des populations cibles : personnes âgées ou handicapées, jeunes, personnes en situation précaire...

Accompagner la production de logements sociaux, de solutions adaptées aux besoins des publics spécifiques et la rénovation énergétique du parc

Le bassin de vie de Dreux et en particulier le pôle de centralité, enregistre une tension sur le parc public social.

La Région soutient la production d'une offre nouvelle, **avec une priorité à donner aux opérations en acquisition-réhabilitation participant au maintien d'une animation dans les centralités** et à l'amélioration du bâti existant.

La Région pourra accompagner les programmes d'adaptation des logements au vieillissement. Elle sera également attentive aux solutions facilitant l'accès à un hébergement ou un logement pour les jeunes.

La Région encourage le déploiement de programme de rénovation thermique ambitieux.

L'Agglomération s'est doté en 2017 d'un Plan Local de l'Habitat permettant de définir sa politique de l'habitat en matière de parc public et privé, de gestion du parc existant, de constructions nouvelles, de populations plus spécifiques. En matière d'offre sociale et d'action sur le parc social et privé ancien il ressort les constats suivants :

Une offre locative sociale conséquente mais inégalement répartie

Avec 8 363 logements locatifs sociaux (LLS) conventionnés, soit 19,4% de l'ensemble des résidences principales, **l'offre sociale est très présente sur le territoire de l'agglomération. Cependant sa répartition n'est pas homogène**, 90% de l'offre locative sociale de la communauté d'agglomération est concentrée dans le bassin de Dreux-Vernouillet, et notamment dans les polarités (Dreux, Vernouillet, Saint-Rémy-sur-Avre, Saint-Lubin-des-Joncherets, Nonancourt). Elle est à l'inverse très peu présente dans les autres bassins de vie (4 et 8% de l'offre de logements).

Une pression de la demande assez soutenue

Près de 80% de la demande, s'exprime sur la polarité de Dreux/Vernouillet où se concentre le parc social. **Une tension plus élevée que la moyenne communautaire est observée sur six communes**, que l'on peut classer en deux groupes :

- **Les communes ayant peu de parc locatif social** (moins de 10% des résidences principales) : Bû, Cherisy, Villemeux-sur-Eure et Ezy-sur-Eure (Ivry-la-Bataille connaît une forte tension et dispose de 11% de LLS). L'offre étant limitée, elles ne peuvent satisfaire qu'une faible part de la demande ;
- **Les communes ayant 20% ou plus de logements locatifs sociaux** : Brezolles, Châteauneuf-en-Thymerais. Le taux de mobilité dans ces communes ne permet pas d'avoir une capacité d'attribution suffisante pour satisfaire la demande.

Une perte progressive d'attractivité des centres anciens.

La perte d'attractivité progressive des centres-villes et centres-bourgs au profit des secteurs périphériques a pour conséquence **la dévalorisation progressive du bâti ancien et des phénomènes de vacance structurelle**, et cela malgré la relative tension du marché immobilier liée à la proximité de l'Ile-de-France.

Le territoire est par ailleurs confronté à des phénomènes de dégradation de son parc privé. Le taux de logements privés potentiellement indignes s'élève à 4,4% du parc de logements privés (soit 1 630 logements). **La commune de Brezolles** a le taux de Parc Privé Potentiellement Indigne le plus élevé du territoire (8,7%) ; elle connaît par ailleurs un taux de vacance très élevé et est éligible, **ainsi que Châteauneuf-en-Thymerais et Villemeux-sur-Eure**, au dispositif PTZ dans l'ancien, dont l'objectif est la reconquête et l'amélioration de logements anciens en zone rurale.

A ce jour, une étude a été lancée sur les bourgs de Brezolles et de Châteauneuf pour répondre à cette problématique. L'objectif, à terme, est de proposer des fiches outils **pour réhabiliter des logements sur les champs de la rénovation thermique et de l'adaptation des habitations aux personnes âgées.**

Une vulnérabilité énergétique du parc de logements social liée à son ancienneté

La majorité du parc social (43%) a été construite entre les années 1970 et 1990, et notamment sur le secteur d'Anet-Ezy-Ivry (51%). Un tiers du parc a été construit avant 1970, soit avant toute réglementation thermique. Le bassin de Dreux-Vernouillet accueille le parc le plus ancien, tandis que sur le bassin d'Anet-Ezy-Ivry, 31% du parc a été développé depuis le début des années 2000 (contre 17% en moyenne sur l'Agglomération). Par ailleurs, près de 40% des propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'Anah (45% au sein du parc individuel).

Les logements locatifs sociaux sont considérés comme peu performants au plan énergétique. 21% des logements du parc social sont classés comme peu performants en matière de consommation énergétique (DPE avec une étiquette allant de E à G), soit près de 1 400 logements au total. Il est important de noter que 53% des logements locatifs sociaux ont une étiquette D de DPE et pourront, sur du plus long terme, nécessiter des travaux.

Des lotissements d'une qualité inégale voire insuffisante

Les deux tiers des logements produits dans la dernière décennie ont été des logements individuels, sachant que dans le collectif une bonne partie relève du locatif social et des reconstructions dans le cadre du PRU. Ces logements individuels sont produits le plus souvent dans le cadre de procédure de lotissements dont on peut constater, sur le terrain, que nombre d'entre eux sont de qualité médiocre, situés dans des communes sous-équipées et à des niveaux de prix qui sont assez élevés par rapport aux revenus locaux.

En conclusion, en matière de renouvellement de l'offre d'habitat social, l'objectif est d'impulser en priorité les projets d'acquisition/réhabilitation d'habitat en centre-bourg dans une logique de redynamisation des polarités urbaines et rurales de l'agglomération. Les opérations de construction neuve en centre-bourg suite à la démolition de bâtiment obsolète, non réhabilitable seront également prioritairement encouragées pour redynamiser les centre-bourgs.

En outre, la perte d'attractivité progressive des centres-villes et centres-bourgs au profit des secteurs périphériques a pour conséquence la dévalorisation progressive du bâti ancien et des phénomènes de vacance structurelle, et cela malgré la relative tension du marché immobilier liée à la proximité de l'Ile-de-France. Une partie du segment locatif privé connaît par ailleurs une occupation précaire et constitue un parc social de fait. Les occupants de ces logements n'ont généralement pas les garanties nécessaires pour louer un bien de bonne qualité et sont souvent en attente d'un logement social.

Au-delà de la réponse aux besoins des clientèles « urbaines » (jeunes, personnes âgées, etc.), **la mise en place d'un dispositif opérationnel incitatif (de type OPAH ou PIG), voire coercitif sur certains îlots**, semble dans ce contexte nécessaire et s'inscrit dans l'objectif plus global de renforcement de l'attractivité des centres-urbains.

AXE C3 : Habitat/Logement	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation	Communes Organismes HLM	175 000€	175 000	
Mesure 24 – 1 : logement des jeunes		0	0	
Mesure N° 25 : Construction neuve	Organisme HLM	200 000	200 000	
Mesure N°26 : Aménagement de quartiers d'habitat durable	Organisme HLM	58 500	58 500	
Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social	Organisme HLM	230 000 €	230 000 €	
Mesure N° 28 : Rénovation thermique du parc locatif privé		0	0	
TOTAL		663 500	663 500	0

Intentions de projets communiquées par les bailleurs sociaux lors de la réunion co-organisée par l'Agglomération et la Région le 12 juin 2018 :
(jusqu'à échéance bilan à mi-parcours du CRST)

Mesure N° 24 : Acquisition-Réhabilitation

- 4 logements à Anet (Eure-et-Loir Habitat)
- 8 logements à St-Lubin (Habitat Eurélien)
- 2 logements à Tremblay (Habitat Drouais)

Mesure N° 25 : Construction neuve

- 8 logements à la Chaussée d'Ivry (Habitat Eurélien)
- 15 logements à Vernouillet (La Roseraie)
- 6 logements à Chérisy (La Roseraie)

Mesure N°27 : Réhabilitation thermique du parc public social

- 30 logements à St-Rémy-sur-Avre (Habitat Eurélien)
- 84 logements à Vernouillet (La Roseraie)

MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

24


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs **publics sociaux**

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	<p>Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux</p>
Maitres d'ouvrage	<p>Communes, EPCI, organismes HLM</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés


MAILLAGE URBAIN ET RURAL / LOGEMENT SOCIAL **Susciter une offre nouvelle adaptée aux enjeux du** **développement durable**

24-1


Acquisition-réhabilitation de logements « temporaires » meublés pour un public jeune

Sens de l'action régionale	<p>Diversifier et renforcer l'offre d'hébergement en direction des jeunes qui peuvent être confrontés dans leur parcours de formation à la problématique de la double voire triple résidence</p> <p>Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain</p>
Contenu	Acquisition et réhabilitation de logements locatifs meublés destinés à un public jeune en insertion professionnelle ou sociale
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ◦ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ◦ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation), ◦ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal). • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Classe énergétique après travaux des logements financés

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <p>• Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>• La subvention régionale peut être doublée en cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Aménagement de quartiers d'habitat durable accueillant du logement social (en renouvellement urbain)


Sens de l'action régionale	<p>La Région entend stimuler et accompagner le développement de quartiers d'habitat durable qui doivent préfigurer la ville de demain en articulant l'ensemble des objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Proposer des logements pour tous, participant à la mixité sociale ✓ Offrir une mixité de fonctions (habitat, espaces économiques, lieux de loisirs et de détente,...) ✓ Proposer des formes urbaines compactes et présentant une diversité et une innovation architecturale ✓ Limiter l'usage de l'automobile ✓ Encourager des aménagements urbains respectueux de l'environnement et de la biodiversité et favorisant une gestion économe des ressources ✓ S'inscrire harmonieusement dans le tissu urbain existant (aménager « un morceau de ville ») ✓ Mettre en place une concertation de la population tout au long du processus ✓ Optimiser les ressources existantes : humaines, paysagères, historiques
Prérequis	<p>Association de la Direction de l'Aménagement du territoire en amont de l'élaboration du projet</p> <p>Justification du besoin en logement social</p> <p>La localisation du quartier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • reconquête d'une friche urbaine ou • dent creuse en centre bourg ou centre-ville ou • quartier en proximité immédiate de gares ferroviaires (dans un rayon d'un km autour d'une gare)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : frais d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'animation de la concertation. ✓ Acquisitions foncière et immobilière, dépollution, démolition et aménagement
Maîtres d'ouvrage	Collectivités ou aménageurs
Financement régional	<div style="display: flex; align-items: center;">  <ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingénierie : 50 % du coût ✓ Acquisitions, dépollution, démolition et aménagement : 30 %, au prorata de la surface de foncier du quartier dédiée au logement social (PLAI, PLUS, PSLA) ✓ Bonification de 10 points dans le cas du recours à un système de chauffage bois pour l'ensemble des équipements et logements prévus au programme. </div> <p>Dans la limite de 500 000 € de subvention régionale par opération et sur la base d'un bilan faisant apparaître les recettes issues de la vente du foncier à un prix compatible avec le marché local. Cette aide est cumulable avec le soutien accordé aux organismes HLM s'agissant de la création de logements sociaux.</p>
Modalités	<p>Recours à une équipe pluridisciplinaire réunissant des compétences liées à l'architecture, l'urbanisme et l'environnement (paysage, biodiversité, énergie...). L'association des acteurs du bâtiment (bailleurs, promoteurs,...) est également à rechercher.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une concertation adaptée au contexte et aux habitants est organisée à chaque étape de la vie du projet • La Région s'appuiera sur une grille d'analyse intégrant les critères suivants :

	<ul style="list-style-type: none"> - mixité sociale et fonctionnelle (part des logements sociaux,...) - qualité urbaine et compacité (densité bâtie,...) - préservation et valorisation de la biodiversité (prise en compte de la TVB, gestion différenciée des espaces publics,...) - encourager l'infiltration des eaux de pluie sur place (revêtements perméables,...) - faciliter le tri des déchets et leur valorisation sur site - inciter le recours aux modes doux de déplacement - garantir la sobriété énergétique (éclairage public économe, conception bioclimatique, développement des ENR, recours à des MBS,...) <ul style="list-style-type: none"> • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
--	--

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées
- % de logements sociaux, dont PLAI
- Densité bâtie
- Performance énergétique prévisionnelle moyenne des logements
- Linéaire de voies prévues pour les circulations douces

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énérgivore	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional 	Montant forfaitaire de base	2 000 € /logement
	<u>Bonifications :</u> Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m ² /an Installation d'un poêle à bois Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.	+ 500 € /log +1000€ /log + 1000 € /log
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale 	

Rénovation thermique du parc locatif privé

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et maintenir l'attractivité des logements • Diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Améliorer la qualité et le confort des logements • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Contenu	Accompagnement des dispositifs locaux de type OPAH, PIG,... permettant le financement des travaux de rénovation thermique du <u>parc locatif privé</u> éligible,
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes ou leurs groupements dans le cadre d'opérations programmées type OPAH, PIG bénéficiant d'une intervention de l'ANAH.</p> <p>La Région fléchera son intervention sur les travaux engagés <u>par les propriétaires bailleurs</u>.</p>
Financement régional	<p>Montant forfaitaire de 2 000 € par logement</p> <p>Bonifications cumulatives de 500 € dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consommation d'énergie inférieure ou égale à 80 kwh/m² • Installation d'un poêle à bois
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Logements conventionnés • Les travaux doivent permettre <ul style="list-style-type: none"> - l'atteinte de la classe C après travaux conjuguée à un gain minimum de 100 kwh/m²/an
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Nombre de logements atteignant l'étiquette B après travaux • Nombre de bâtiments atteignant la classe C après travaux conjugués à un gain de 100 kwh/m²/an

Axe C4 : Rénovation urbaine

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Poursuivre la requalification des quartiers d'habitat social

La Politique de la ville en faveur des quartiers sensibles est une priorité forte de la Région qui vise à favoriser un aménagement durable et solidaire du territoire.

La Région participera au prolongement du Programme de Rénovation urbaine.

La Région pourra poursuivre son soutien à de nouvelles opérations concernant les quartiers d'habitat social, prioritairement dans le cadre des prochains contrats de ville, qu'il s'agisse de compléter les aménagements dans les quartiers déjà traités ou d'intervenir sur de nouveaux quartiers sociaux afin de prévenir leur décrochage.

Le contrat de villes, qui a été signé le 3 juillet 2015, a été élaboré par les partenaires autour de thématiques regroupées en 4 piliers :

- **Cohésion sociale**, qui regroupe les projets ayant trait à l'action culturelle et sportive, à l'éducation, à la famille, au vivre ensemble, à la promotion de la santé, à la lutte contre la délinquance et les incivilités...
- **Aménagement, cadre de vie et habitat**, qui regroupe l'ensemble des actions permettant d'améliorer l'habitat et le cadre de vie des habitants dans les quartiers, en lien avec les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, de diagnostics en marchant et en montant...
- **Développement de l'activité économique et de l'emploi**, qui regroupe les actions liées à la promotion de l'emploi et de la création d'activité dans les quartiers.
- **Laïcité, citoyenneté et valeurs de la République**, qui regroupe les actions de promotion de ces valeurs et de formation, notamment aux besoins de qualification et d'accompagnement des professionnels en contact avec le public sur les principes de la République, notamment l'application du principe de laïcité dans les situations professionnelles qu'ils rencontrent au quotidien.

Ces 4 piliers sont complétés par trois axes transversaux :

- **Jeunesse** : Le Contrat de Villes constitue un outil de mobilisation et de rapprochement des acteurs et des actions favorisant une prise en charge et un accompagnement global des jeunes.
- **Egalité entre hommes et femmes** : ce droit fondamental constitue un enjeu prioritaire pour la démocratie, et un axe prioritaire de l'action des acteurs publics au sein des Quartiers Politique de la Ville.
- **Lutte contre les discriminations** : l'objectif est de promouvoir en priorité le vivre ensemble comme outil privilégié de la lutte contre les discriminations. De ce fait, il convient de ne pas viser la lutte contre les discriminations en tant que telle, mais plutôt l'accompagnement à la mise en œuvre de ce principe, au travers de la dynamique associative et institutionnelle.

Ces thèmes posent les bases pour élaborer annuellement un plan d'action au plus proche des problématiques observées lors des diagnostics réalisés à Dreux et à Vernouillet, ainsi que dans le cadre des usages quotidiens par les habitants, lesquels sont interrogés notamment à travers les démarches de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) et l'implication des Conseillers Citoyens. Cette mobilisation permet de partager l'expertise d'usage des quartiers.

Le projet de renouvellement urbain des quartiers Bâtes et Tabellionne constitue une nouvelle étape dans la politique d'intervention sur les quartiers sensibles de l'agglomération du Pays de Dreux qui fait suite à une Opération de Rénovation Urbaine (ORU), puis à un projet de rénovation urbaine (ANRU).

Signé le 10 novembre 2016, le Protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain des quartiers Bâtes-Tabellionne a permis de contractualiser un programme d'études entre les

maîtres d'ouvrage locaux (Agglo du Pays de Dreux, Villes de Dreux et de Vernouillet, Bailleur OPH Habitat Drouais, GEDIA) et les financeurs du programme (ANRU, Caisse des Dépôts et Consignation, Conseil Régional et Départemental).

Le projet présenté en Protocole s'articule autour des axes de priorités suivants :

Orientations prioritaires	Objectifs pour le quartier Bâtes-Tabellionne
OUVERTURE	Faire du quartier Bâtes-Tabellionne une porte du Plateau nord-ouest depuis et vers le centre-ville de Dreux en désenclavant et en hiérarchisant les axes routiers.
COHÉSION	Renforcer la cohésion urbaine et sociale sur le territoire par un travail sur les polarités internes de quartier et le maillage. Créer ou rénover les équipements publics structurants pour le quartier
DIVERSIFICATION	Renouveler, diversifier, améliorer l'offre de logements en visant plus de mixité et impulser une nouvelle dynamique économique.
INNOVATION URBAINE	Anticiper l'ouverture à l'urbanisation des nouvelles zones en développement urbain, expérimenter des innovations urbaines et accompagner la mutation du quartier par une démarche de co-construction avec ses habitants.

AXE C4 : Rénovation urbaine	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 29 : Rénovation urbaine	Villes de Dreux et Vernouillet, OPH, Agglo du Pays de Dreux	3 007 800 €	3 007 800 €	0
TOTAL		3 007 800 €	3 007 800 €	0

Descriptif sommaire des projets identifiés :

• Programme d'aménagements d'espaces publics et restructurations viaires à Vernouillet :

Maître d'ouvrage : Ville de Vernouillet

Subvention globale sollicitée : 805 500 €

Contenu :

La ville de Vernouillet a pour projet d'engager des opérations de réaménagement d'espaces publics et de restructurations viaires dans le quartier Tabellionne afin de le désenclaver et favoriser la qualité de vie de ses habitants.

Sont notamment prévus :

- Le réaménagement de la place du Point Info Service (cadre de référence 23, subvention ; 40%)
- Des travaux pour les accès piétons et le réaménagement du souterrain reliant les quartiers de Dreux et Vernouillet (subvention 20%)
- La création d'une voie Bâtes/Tabellionne (subvention 20%)
- Le réaménagement de l'avenue Felsberg (subvention 20%)
- Le prolongement de la rue Jean Bart (subvention 20%)
- Le réaménagement d'un parvis (cadre de référence 23, subvention ; 40%)
- Le réaménagement de l'allée de Cheddar (voie verte) (subvention 20%)
- Le prolongement de l'avenue Felsberg en voie verte, (subvention 20%)
- Le réaménagement d'un parc et ses accès à proximité des habitations, (cadre de référence 23, subvention ; 40%)

La Région étudiera les projets dans une logique de réaménagement global du quartier et les crédits seront réajustés si besoin au bilan à mi-parcours en fonction de la réalisation de ceux-ci.

• Projet de réhabilitation de la Maison de Santé Pluridisciplinaire des Bâtes (validée dans le cadre du CPER)

Maître d'ouvrage : OPH Habitat Drouais

Montant estimatif du projet : 392 654 €

Subvention régionale CRST : 78 300 €

Contenu :

L'opération porte sur l'acquisition et la réhabilitation de la Maison Pluridisciplinaire de Santé dans le Quartier des Bâtes à Dreux. Ce projet est intégré au périmètre des quartiers prioritaires Politique de la Ville.

Avancement du projet :

Acquisition réalisée en 2016

Maîtrise d'œuvre 1^{er} semestre 2018

Echéancier (démarrage des travaux) : 2^{ème} semestre 2018

• Rénovation thermique du parc public social

Projets pressentis d'ici le bilan à mi-parcours:

Réhabilitation de 261 logements sur les Bâtes (Dreux) et de 120 logements sur Tabellionnes (Vernouillet) par Habitat Drouais.

480 000 € de fléchés.

• Reconstruction de l'offre de logements sociaux

Projets pressentis d'ici le bilan à mi-parcours :

Reconstruction de 330 logements sur Dreux et Vernouillet dans le cadre du NPNRU par La Roseraie et Habitat Drouais.

540 000 € de fléchés

• Réaménagement du parc des Bâtes à Dreux (pressenti)

• Réhabilitation du gymnase Louis Armand à Dreux (subvention prévisionnelle de 252 000 €)

Les crédits seront ajustés si besoin à l'occasion du bilan à mi-parcours, et au vu de la maquette définitive qui sera signée avec l'ANRU (comité d'engagement prévu au dernier trimestre 2018).

Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
 - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
 - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
 - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).

- **En matière d'équipements publics :**
 - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
 - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
 - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)

Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.

- **En matière d'aménagements publics :**
 - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
 - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).

Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).

Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...))

Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, bailleurs sociaux
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €.</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).</p> <p>Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.</p> <p>I. <u>Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.</u></p> <p>II. <u>Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)</u></p> <p>Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU - Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à parité avec l'ANRU, conformément au CPER <p>III. <u>Autres quartiers d'habitat social</u></p> <p>La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.</p>
Modalités	<p>✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an, et atteinte de l'étiquette C.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements démolis • Nombre de logements créés • Nombre de logements réhabilités et performance thermique • Nombre de logements résidentialisés

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

- L'amélioration des offres de mobilité locales

Adapter les réseaux de transport collectif

La Région soutiendra les réflexions qui pourront être menées à l'échelle du bassin de vie sur l'adaptation des réseaux de transport collectif aux besoins des habitants.

Le maillage et l'articulation des différents réseaux de transport collectif seront particulièrement recherchés. La question des parkings relais pourra notamment être utilement étudiée.

Le développement d'une offre de transport collectif en rabattement sur la gare de Marchezais-Broué peut à ce titre constituer une alternative intéressante.

La Région pourra soutenir des expérimentations issues de cette réflexion, relatives au développement et à la promotion de modes alternatifs à l'automobile tels que le covoiturage, l'autopartage...

- Le renforcement de l'intermodalité

Aménager les pôles d'échanges multimodaux

La Région poursuivra sa participation à l'élaboration du projet d'aménagement du pôle d'échanges de la gare de Dreux.

La région soutiendra également le projet d'aménagement de la gare de Marchezais Broué, considérée comme gare prioritaire par la région.

Développer l'information multimodale

- L'aménagement global et la sécurisation de l'axe de la RN 154/RN 12

La mise à deux fois deux voies complète la RN 154 entre Allaines et Nonancourt fait partie des opérations dont la Région souhaite la réalisation au côté des collectivités d'Eure-et-Loir et de l'Etat.

L'Agglo du Pays de Dreux qui compte 117 000 habitants s'étend sur un vaste territoire de 101 930 ha dont près de 90% en espaces agricoles et naturels. Elle présente une organisation territoriale multipolaire et hiérarchisée autour :

- d'un pôle urbain majeur concentrant près de 40% de la population, logements, activités économiques, équipements,
- des pôles d'équilibre urbains : Anet / Ezy-sur-Eure / Oulins / Saussay / Ivry-la-Bataille et Nonancourt / La Madeleine-de-Nonancourt/ St-Lubin des Joncherets / St-Rémy-sur-Avre,
- et des pôles d'équilibre ruraux : Châteauneuf-en-Thymerais /Tremblay-les-villages et le trinôme Abondant / Bû / Cherisy.

Cet ensemble territorial multipolaire se différencie entre une partie Est sous influence francilienne (pression immobilière et accroissement de la population avec des densités de plus de 100 hab/km²) et une partie Sud-Ouest plus rurale avec une densité démographique plus faible (de 15 et 50 hab/km²). Ces tendances démographiques, conjuguées aux évolutions réglementaires mais aussi sociétales, font de la mobilité un enjeu essentiel pour l'accès des habitants aux services et à l'emploi.

Pour l'emploi, le territoire du drouais est marqué par une dépendance forte vis-à-vis de l'extérieur : près de 45% des actifs travaillent à l'extérieur (~20 000). Les liaisons fonctionnelles sont fortes vers Paris et les pôles d'emplois des Yvelines, et de Chartres. L'enjeu du rabattement vers les gares du territoire (Dreux et Marchezais notamment) est donc crucial.

Parallèlement, l'enjeu des liaisons les services locaux en modes alternatifs à la voiture individuelle est prégnant dans les secteurs ruraux du territoire, mais aussi pour les jeunes, les personnes en difficultés sociales et les personnes âgées dépendantes.

Afin de préciser sa stratégie et définir les conditions d'organisation durable des déplacements la communauté d'agglomération a initié en 2018 l'élaboration d'un Plan des Déplacements Urbains (PDU). Outre les enjeux traditionnellement étudiés dans le cadre d'un PDU, tels que l'offre de transports collectifs, la sécurité des déplacements, ou l'organisation du stationnement, les objectifs en matière de diminution du trafic automobile et en faveur développement des modes de déplacement les moins polluants (marche/vélo/covoiturage) seront des priorités pour le territoire. Celles-ci se concrétisent au travers de 3 grands axes :

- renforcer l'intermodalité dans les gares,
- favoriser la multimodalité en développant l'information multimodale,
- développer la pratique des modes doux en structurant un réseau d'axes sécurisés pour la mobilité active.

1. Renforcer l'intermodalité dans les gares :

La communauté d'agglomération a engagé un programme ambitieux d'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Dreux qui s'est articulé autour de quatre objectifs :

1. aménager un PEM fonctionnel et attractif,
2. faciliter les déplacements alternatifs à la voiture, pour les personnes comme pour les biens, en organisant les différents systèmes de transport de façon claire, cohérente et pertinente,
3. renforcer le positionnement de la gare dans son quartier ainsi que, de manière plus globale, dans la ville et l'agglomération,
4. assurer la cohérence entre les différents projets portés par les partenaires sur ce site.

De même, l'agglomération a participé à l'aménagement de la gare de Marchezais dans le cadre d'un programme visant à renforcer l'accessibilité de la gare en modes alternatifs à la voiture individuelle (covoiturage et vélos).

2. Favoriser la multimodalité en développant l'information multimodale

La configuration du territoire (45x45 km avec des distances de déplacements importantes) et les pratiques actuelles, largement orientées vers la voiture individuelle, constituent une base particulièrement favorable au développement du covoiturage. Le développement du covoiturage doit s'appuyer sur les dynamiques déjà engagées, en aménageant des parkings dédiés aux nœuds routiers structurants (RN12, RN154, RD928, RD929 et RD939) et en développant l'information. La diffusion de l'information multimodale, en temps réel, sur smartphone, est donc un enjeu fort à court terme.

3. Développer la pratique des modes doux en structurant un réseau d'axes sécurisés pour la mobilité active

Pour développer la pratique des modes doux, l'agglomération réalise en interne un schéma de développement des modes actifs (vélos, piétons). A travers l'objectif de développement d'un maillage de circulations douces à vocation utilitaire, touristique et de loisirs, la politique communautaire en matière de développement des modes de déplacements doux participera à la valorisation du patrimoine culturel, paysager et environnemental de l'Agglo du Pays de Dreux, sur lequel s'adosse le développement économique et touristique indispensable au territoire.

Les grandes orientations en matière de développement des modes doux sont:

- pacifier les centres-villes pour développer la pratique des modes doux,
- développer la pratique des modes doux auprès des actifs en aménageant des axes intercommunaux sécurisés vers les pôles générateurs de flux,
- sécuriser les itinéraires à destination des établissements scolaires,
- valoriser les espaces naturels et culturels remarquables du territoire par et pour les modes doux en s'appuyant sur le réseau existant,
- faire du vélo un produit touristique du territoire.

AXE C5 : Mobilité durable	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonction
Mesure 30 - Vélo utilitaire	Communes	406 800 €	406 800 €	0
Mesure 30- 5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	Communes/ Agglo du Pays de Dreux	0 €	0 €	0
Mesure 30 - 3 - Pôle d'Echange Multimodal - aménagement du parvis Sud	Ville de Dreux	175 000 €	175 000 €	0
TOTAL		581 800 €	581 800 €	0

Mesure 30

Descriptif sommaire des projets identifiés

Prolongement de cheminement doux autour du village Garancières-en-Drouais

Maître d'ouvrage : Commune de Garancières-en-Drouais

Montant estimatif du projet : 50 000 € HT

Subvention prévisionnelle : 20 000 €

Contenu : Le projet d'aménagement d'un cheminement doux de la commune de Garancières-en-Drouais est identifié dans le schéma directeur des modes doux de Dreux agglomération établi en 2012. La vocation de ce cheminement est avant tout de poursuivre un itinéraire de promenade existant mais qui ne permet pas de réaliser une boucle. La commune souhaite permettre à ses habitants et aux éventuels touristes de bénéficier d'un itinéraire de promenade agréable, sécurisé et complet. De plus, la réalisation de cet aménagement constitue un outil de valorisation des espaces naturels de la commune.

Ce cheminement permettra également aux habitants de relier en modes doux les différents équipements communaux (mairie, cimetière, équipements sportifs). Il sera réalisé au travers d'un programme pluriannuel d'achat des parcelles et de réalisation des travaux de construction du cheminement avec à terme la mise en place de panneaux pédagogiques et d'agrets sportifs.

Avancement du projet : lancement d'une première phase d'acquisition et de bornage des parcelles en 2018.

Echéancier (démarrage des travaux) : achat des parcelles et lancement d'une 1^{ère} phase de travaux au second semestre 2018. Réalisation d'une 2^{ème} phase d'acquisition et de travaux planifiée sur 2019-2020.

Liaison cyclable à St-Gemme-Moronval

Maître d'ouvrage : Sainte-Gemme-Moronval

Montant estimatif : 45 700 €

Subvention prévisionnelle : 18 000 €

Contenu : La commune Sainte-Gemme-Moronval, située en prolongement du pôle urbain de Dreux-Vernouillet souhaite aménager une liaison cyclable, reliant la Route du Vallon à la Route de Moronval à travers la forêt et en bordure d'un étang. Cet aménagement permettra de relier le centre-bourg à l'école. Le revêtement en stabilisé perméable s'intégrera à l'environnement existant. Ce projet s'inscrit dans une réflexion préalable menée au travers un conseil paysager et écologique portant sur les modalités de reconversion d'une friche en centre-bourg occupée par les anciens ateliers municipaux en programme immobilier neuf à vocation sociale, la

valorisation des espaces publics et naturels, l'aménagement d'un réseau de sentes piétons/cyclables. L'aménagement cyclable proposé se fait dans continuité de la voie douce aménagée en 2014 et soutenue par Région dans le Contrat 3G pour relier le bourg Moronval à celui de Sainte-Gemme au niveau de l'école.

Avancement du projet :

Etude de conseil paysager et écologique en janvier 2017

Avant projet octobre 2017

Lancement du marché de travaux mars 2018

Echéancier (démarrage des travaux) : juin 2018 (*date de démarrage anticipé*)

Projets pressentis

Aménagement d'une piste cyclable sécurisée autour du centre-ville d'Anet

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) - Supports de communication et de promotion
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	<p>40%</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...)</p> <p>⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage</p> <p>⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p> <p>⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes - Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet - Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

«Pôle d'Echange Multimodal – aménagement du parvis sud de la gare de Dreux »

Cadre spécifique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accessibilité à la gare ferroviaire de Dreux - Améliorer le fonctionnement de la gare routière et mutualiser l'équipement entre les bus urbains et interurbains pour rationaliser l'espace à proximité du bâtiment voyageurs - Développer l'usage des transports en commun sur le territoire - Encourager l'usage des modes doux en offrant des équipements de stationnement adaptés - Développer une véritable offre intermodale sur le territoire
Contenu	<p>Le projet d'aménagement des parvis a été scindé en deux phases : l'aménagement du parvis nord réalisé en 2017 au titre du contrat précédent et l'aménagement du parvis sud en 2018. L'aménagement du parvis sud permettra de proposer un accès principal pour les véhicules au sud de la gare (stationnement, parking vélo, dépose, minute, accès routier, etc.), de désengorger l'entrée gare Nord aujourd'hui saturée et concentrer les mobilités douces et transports en commun depuis cet accès, d'améliorer la connexion entre le Nord et le Sud de la ville notamment avec le réaménagement des axes Saint Denis, Saint Martin et le souterrain qui deviennent des axes importants (autos/piétons/vélos), l'accès au parking silo et la mise en accessibilité aux PMR.</p> <p>Investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux d'aménagement des parvis (dont végétalisation et mobilier...) • Travaux d'aménagement d'Auvent • Travaux d'aménagement d'ascenseur <p>Le programme intègre aussi des aménagements spécifiques pour les modes doux : pistes cyclables, parking vélo électrique couvert dans le silo et parking vélo normaux sur le parvis</p>
Maîtres d'ouvrage	Ville de Dreux
Financement régional	30% sur les dépenses liées aux travaux
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - présentation d'un projet global d'aménagement de la gare : <ul style="list-style-type: none"> o l'état des lieux de la gare et le diagnostic du site, o les objectifs visés, le scénario d'aménagement retenu, o le programme d'actions et pour chaque opération : sa description, son chiffrage prévisionnel, son calendrier de réalisation prévisionnel et autant que possible son plan de financement prévisionnel. <p>Comité de pilotage associant l'ensemble des AOT dont la Région ainsi que les autres partenaires (Commune et groupement, SNCF, etc.)</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

PRIORITÉ TRANSVERSALE

ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

Deux des défis les plus difficiles auxquels l'humanité doit s'attaquer en ce début de XXI^{ème} siècle sont le changement climatique et le pic pétrolier. Cet état de fait repose sur de nombreuses études et est de plus en plus médiatisé. Néanmoins le problème du pic pétrolier demeure sous-évalué par la majorité de la population. Annonçant l'ère du déclin des ressources en énergie fossile, le pic pétrolier est un défi pour la stabilité économique et sociale. Il est essentiel de le relever si nous voulons atténuer les menaces que le changement climatique fait peser sur nous.

Les Initiatives de Transition en cours actuellement, à l'échelle d'un territoire, d'une commune, d'un quartier... représentent une voie très prometteuse d'engagement des populations dans les actions ambitieuses que requière la réduction des effets du pic pétrolier et du changement climatique.

En outre, ces efforts de relocalisation sont conçus pour développer un cadre de vie plus épanouissant, aux liens sociaux plus forts et plus équitables.

Le Modèle de Transition est un ensemble de principes et de pratiques formées à partir des expérimentations et des observations des communes lorsqu'elles ont commencé à travailler sur la résilience locale et la réduction des émissions de CO₂.

La Région soutient les initiatives locales notamment citoyennes permettant d'expérimenter la mise en place de processus de transition économique, écologique et démocratique.

Il s'agit d'une priorité transversale qui concerne toutes les thématiques, en particulier les questions d'efficacité énergétique, de biodiversité, de préservation des terres agricoles, d'alimentation, de mobilisation citoyenne,... Réussir la transition passe par une compréhension des enjeux et des solutions, par un engagement fort des acteurs tant publics que privés.

Au sein du Contrat Régional de Solidarité Territoriale, les expérimentations peuvent être soutenues, par activation :

- de la fiche 30-6 « soutenir les territoires en transition », notamment en ingénierie
- des fiches relatives au Plan Climat Energie Régional, de la biodiversité, de la mobilité durable, aux démarches alimentaires de proximité ...
- du dispositif de soutien aux initiatives de développement : A VOS ID.

Accompagner la transition écologique des territoires	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
30-6 : Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »	20 000 €		20 000 €
TOTAL	20 000 €		20 000 €

Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »



TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES TERRITOIRES

30-6

Sens de l'action régionale	Prérequis	Contenu	Maitre d'ouvrage	Financement régional	Modalités	Indicateurs d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO₂ ; favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ; renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente. Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économiques, social et écologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition. Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes. 	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies. 	<p>Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 80 % pour les études stratégiques. 50 % pour l'animation. Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations 	<ul style="list-style-type: none"> S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires. S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable. 	<ul style="list-style-type: none"> Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Initier la cartographie TVB et définir les programmes d'action sur les périmètres définis en lien avec les partenaires du territoire (CEN, associations naturalistes...)

Réaliser les actions préconisées dans les études TVB visant à préserver, gérer, restaurer les espaces naturels et les corridors écologiques. A minima le SRCE prévoit les actions suivantes sur le bassin de vie :

- Encourager le maintien voire la restauration **des réseaux de pelouses calcicoles** sur les vallées (Eure, Avre, Vesgre).
- **Les boisements des communes d'Escorpain dans le Thymerais ou encore le massif de Châteauneuf** sont à considérer dans le cadre des déclinaisons locales du SRCE.
- Les petits cours d'eau tels que le Vesgre et son affluent l'Opton, la Meuvette... constituent localement des corridors rivulaires importants à examiner dans les démarches de Trame Verte et Bleue locales. Ces restaurations de corridors seront précisées dans les TVB locales.

La mise en œuvre de pratiques de gestion urbaine et d'aménagement intégrant la biodiversité en milieux urbains : gestion différenciée des espaces verts et « 0 pesticides », rénovation de bâtiment public permettant la nidification d'espèces comme les hirondelles, les chauves-souris ou le nourrissage pour les pollinisateurs, végétalisation des parkings...

- **l'amélioration de la connaissance locale de la biodiversité**, comme outil d'aide à la décision en termes d'aménagement et de gestion des espaces, y compris pour la biodiversité ordinaire et la généralisation des Inventaires Biodiversité Communaux permettant d'affiner les TVB.

L'Agglomération du Pays de Dreux est un territoire rural présentant des milieux diversifiés et remarquables pour la biodiversité. La trame écologique se diffuse autour de 4 vallées constituant l'armature structurante du territoire (vallée de l'Eure, la Vesgre, l'Avre, la Blaise). Ces vallées et leurs ramifications recèlent des zones humides d'intérêt particulier et des pelouses sèches, abritant une faune et une flore rare, constitutives du site Natura 2000 « Vallée de l'Eure Coteau et affluent d'Anet à Maintenon ».

Le plan d'eau de Mézières-Ecluzelles, situé au cœur de la vallée de l'Eure est l'un des plus grands plans d'eau à l'échelle régionale et un site remarquable pour la biodiversité. L'agglomération (ancien SIPEME) a engagé depuis 2005 un important programme de renaturation de site qui était à l'origine une ancienne ballastière (restauration des berges, créations de mares forestières, créations d'îlots à limicoles, plus récemment acquisition d'une barge polyvalente pour le contrôle du développement envahissant d'herbiers...).

Cette première phase de restauration a eu pour effet d'augmenter significativement la biodiversité du site ainsi que la fréquentation par le public. On dénombre plus de 300 espèces végétales, une faune variée et très riche, comprenant plus de 180 espèces d'oiseaux sédentaires ou de passage dont plusieurs protégées... La stratégie sur ce site s'est articulée autour de deux axes d'intervention : la requalification environnementale et l'installation d'équipements d'accueil du public ; l'enjeu étant de concilier l'accueil du public avec la préservation de la biodiversité.

Les objectifs sont de continuer à améliorer la biodiversité et sensibiliser le public à sa préservation au travers de la mise en valeur de la palette de milieux humides et secs classé en

présents sur ce secteur. La création de l'aquapépinière et du jardin potager pédagogique dans le cadre du précédent contrat régional va dans ce sens.

L'agglomération a pour ambition de faire **du plan d'eau de Mézières Ecluzelles un lieu majeur d'éducation** à l'environnement. C'est pourquoi, elle a choisi ce site idéalement localisé à proximité du cœur urbain, à la croisée de plusieurs itinéraires de randonnée pour créer la Maison des Espaces Naturels. Cette future maison, sera un équipement structurant pour le territoire permettant d'accueillir et d'héberger du public, des randonneurs et des scolaires en vue de les sensibiliser à la biodiversité et à l'environnement. Sa situation stratégique permettra d'héberger les scolaires pour des séjours de découverte.

En marge de ces espaces de vallées, le territoire du drouais-thymerais, se distingue par les massifs boisés structurants de la forêt domaniale de Dreux et de Châteauneuf-en-Thymerais, les entités boisées remarquables à Maillebois faisant partie de la Zone de Protection Spéciale pour les oiseaux Natura 2000 « Forêt et Etangs du Perche ».

Le territoire se caractérise également par un réseau de mares important qui font partie intégrante du patrimoine culturel des villages et des campagnes d'Eure-et-Loir et hébergent de nombreuses espèces rares ou plus communes (amphibiens, oiseaux, etc...). Il sera ainsi important de favoriser les projets de restauration de ces milieux et poursuivre l'accompagnement apporté aux collectivités du territoire dans le cadre du plan mare départemental.

La préservation de la biodiversité, outre les espaces remarquables, doit aussi intégrer la préservation des espaces de nature ordinaire qui jouent le rôle de corridors écologiques. Aussi, il sera important d'intervenir sur la matrice agricole prédominante par des actions en faveur de la biodiversité agricole. L'organisation multipolaire du territoire et l'expansion des zones urbaines nécessiteront par ailleurs de prendre en compte la gestion alternative/différenciée des espaces verts urbains notamment dans la stratégie biodiversité du territoire.

L'agglomération a lancé fin 2017 son étude Trame Vert Bleue. Cette étude viendra approfondir et affiner les enjeux biodiversités du SCOT. Elle permettra d'approfondir la connaissance du territoire au travers d'une cartographie précise du réseau écologique et de faire émerger des projets sur les axes prioritaires identifiés.

L'Agglomération souhaite à ce titre soutenir la dynamique de projets engagée dans les précédents contrats régionaux notamment au travers des missions de conseil écologique et des Inventaires de la Biodiversité Communales réalisées par les communes.

AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Maître d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
31 - Trame Verte et Bleue	Agglo du Pays de Dreux, communes, privés	849 400 €	819 400 €	30 000 €
32 - Gestion différenciée des espaces publics	Communes	100 000 €	90 000 €	10 000 €
34 - Matériels agricoles permettant la pratique favorable à la biodiversité et à l'eau				
TOTAL		949 400 €	819 400 €	40 000 €

Mesure 31

Descriptif sommaire des projets identifiés

Création de la Maison des espaces naturels – partie Hébergement :

Maître d'ouvrage : Agglo du Pays de Dreux

Dépenses éligibles : 1 141 500 € (pro-rata de surfaces dédiées à l'hébergement)

Taux d'intervention : 15,7%

Subvention prévisionnelle : 179 400 €

Contenu : La communauté d'agglomération s'est dotée d'un équipement structurant permettant d'accueillir et d'héberger du public, des randonneurs et des scolaires en vue de les sensibiliser à la biodiversité. Une 1ère tranche a été engagée en 2017 pour la construction du bâtiment et des espaces liés à la biodiversité. Cette 2nd partie de subvention sera dédiée à la construction de l'espace dédié à l'hébergement).

Avancement du projet : Les travaux de construction du bâtiment ont commencé au 2 janvier 2018 et s'achèveront à l'été 2019. (date de démarrage anticipé)

Création de la Maison des Espaces Naturels – 2^{ème} tranche aménagement de la scénographie

Maître d'ouvrage : Agglo du Pays de Dreux

Montant estimatif du projet : 330 000 € (aménagement des espaces extérieurs et de la scénographie) Subvention prévisionnelle : 264 000 €

Contenu : La communauté d'agglomération s'est dotée d'un équipement structurant permettant d'accueillir et d'héberger du public, des randonneurs et des scolaires en vue de les sensibiliser à la biodiversité. Une 1ère tranche a été engagée en 2017 pour la construction du bâtiment et des espaces liés à la biodiversité. Une 2ème tranche est désormais nécessaire pour l'aménagement des espaces extérieurs et la scénographie. L'aménagement des espaces extérieurs comprendra les travaux de paysagement, de clôtures, de cheminement et d'accessibilité, de stationnement sur des revêtements végétalisés perméables permettant l'accueil des visiteurs. Ces aménagements seront des supports pour guider le visiteur à travers un espace pédagogique extérieur.

Une scénographie sera développée à l'intérieur (expositions temporaires et permanentes) dans un espace dédié et à l'extérieur du bâtiment (mare, mobilier spécifique, plantation, gestion du milieu). Une étude de préfiguration a été lancée début 2018 pour définir le programme scénographique à l'échelle du plan d'eau et de la future maison. Les contenus pédagogiques seront ensuite élaborés par l'équipe d'animation de la structure ; en lien avec les professionnels de l'enfance et de la protection de la nature.

Avancement du projet : Les travaux de construction du bâtiment ont commencé au 2 janvier 2018 et s'achèveront à l'été 2019. (démarrage anticipé)

Echéancier (démarrage des travaux) :

- Etude de programmation : 2nd trimestre 2018
- Etudes de maîtrise d'œuvre (scénographie et espaces extérieurs) : 2nd semestre 2018
- Début des travaux : 1^{er} trimestre 2019

Projet de valorisation écologique d'une parcelle attenante à la cour de la mairie de Fontaine-les-Riboults

Maître d'ouvrage : Fontaine-les-Riboults

Montant estimatif du projet : 90 000 €

Contenu :

Le projet porte sur **l'acquisition et la valorisation écologique d'une parcelle** située au centre de village, attenante à l'espace public de la cour de la mairie en bordure du GR 351. Sur le plan écologique, elle se situe dans l'écosystème de la vallée de la Blaise et à proximité du site Natura 2000 « Forêts et Etangs du Perche ». La commune a bénéficié d'un conseil écologique par Eure-et-Loir Nature. L'idée est d'aménager un lieu propice à la biodiversité et pédagogique pour faire découvrir la richesse écologique environnante pour les habitants, les randonneurs.

Les dépenses liées à ce projet portent sur l'acquisition préalable de la parcelle, les travaux de restauration écologique, la création d'une zone d'accueil du public et d'un cheminement avec la mise en place de supports pédagogiques.

Avancement du projet :

- Conseil écologique réalisé par Eure-et-Loir Nature en janvier 2018
- Acquisition de la parcelle 2018
- Aménagement et valorisation de la parcelle 2019-2020

Echéancier (démarrage des travaux) : 2019 à 2020

Projet de réaménagement paysager du cimetière d'Anet

Maître d'ouvrage : Anet

Montant estimatif du projet : 85 000€ (dépenses éligibles : végétalisation et système de récupération des eaux pluviales)

Subvention prévisionnelle : 68 000 €

Contenu : La commune d'Anet s'est engagée en 2016 dans un plan de désherbage alternatif de ses espaces publics. Le cimetière entièrement gravillonné est rapidement colonisé par une végétation indésirable, visible et difficilement maîtrisable sans emploi de produits chimiques. Dans le cadre de son plan de gestion alternatif, la commune a décidé d'un d'aménagement paysager du cimetière combiné à un système de gestion intégrée des eaux de ruissellement permettant de stabiliser le substrat. La végétalisation herbacée des allées est réalisée avec un mélange de plantes rases des milieux secs et la pose de dalles écovégétal couvrant le sol.

Avancement du projet :

Le projet de maîtrise d'œuvre a été établi en 2017 et le marché d'appel d'offres a été passé en début d'année 2018.

Echéancier (démarrage des travaux) : février 2018 (démarrage anticipé)

Projets pressentis

- Restauration de la biodiversité Plan d'eau de Mézières-Ecluzelles,
- Restauration et aménagement pédagogique de la Pâturage des Brigaults.
- Projet d'installations de ruches communales et de potagers partagés
- Mise en œuvre du plan mare :
 - Saint-Maixme-Hauterive, mare de St Léonard,
 - Saint-Maixme-Hauterive, mare de St Maixme,
 - Saint-Maixme-Hauterive, mare de Chappe,
 - Alainville, mare centre-bourg,
 - Alainville, réaménagement complet de la mare hameau de Champseru,
 - Bû, restauration et valorisation pédagogique du réseau de mares communales.
- Actions de sensibilisation à la biodiversité agricole par Hommes et Territoires :
 - Action de diagnostic agricole à l'échelle de l'exploitation
 - Installation de Nichoirs à Oiseaux dans les exploitations et les silos agricoles
 - Diagnostics « Bordures de champs et chemins ruraux »

Mesure 32

Projets pressentis

Châteauneuf-en-Thymerais : réalisation d'un plan de gestion différenciée et achat de matériel

Trame verte et bleue : études et aménagements

Cadre avec adaptation

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie permettant : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'études stratégiques l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC) les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole) Aménagements permettant : <ul style="list-style-type: none"> la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage) la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature) ainsi que la création d'hébergements pour les lieux de sensibilisation.
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 € Etudes : 80% Animation, communication : 50% Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum Agglomération : 15,7 % pour la Maison des espaces naturels de Mézières-Ecluzelles <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nombre de KWh économisés /an Nombre de GES évités /an Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u></p> <p>Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u></p> <p>Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'études :</p> <p>Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention</p> <p>Matériels, acquisition d'animaux : 40%</p> <p>Etude, frais de communication auprès de la population : 80%</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau - Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herseuses étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. - <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux - Protection de la faune : effaroucheurs - <u>Economie d'eau</u> : Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), - ou exploitants en agriculture biologique, - ou structures collectives, <p>... dans la limite de 40%</p> <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Déployer les actions prévues dans le Plan Climat Energie territorial

Le Plan Climat Energie de l'Agglomération Drouaise qui a vocation à s'élargir au périmètre de la nouvelle agglomération, constitue un programme d'actions transversal de référence pour le territoire. La région soutiendra les actions afférentes correspondant à ses cadres d'intervention.

Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et ses équipements

Afin de lutter contre la précarité énergétique et renforcer l'attractivité du parc de logements pour réduire la vacance, la région accompagnera les maîtres d'ouvrages dans :

- **les travaux de rénovation thermique du parc de logements sociaux**, enjeu majeur en particulier dans les secteurs enregistrant de la vacance,
- **les travaux de rénovation thermique du parc privé** dans une optique de massification et d'innovation. A cet effet, un travail de planification de la rénovation des bâtiments, des îlots ou quartiers, pourra être mené en partenariat avec le territoire, permettant également de prévoir la mise en place de réseaux de chaleur énergies renouvelables.
- **le soutien aux initiatives des collectivités en matière d'économie d'énergie** : la sensibilisation et le soutien des maîtres d'ouvrages aux travaux de rénovation se fera à travers notamment les dispositifs régionaux (Plan isolation, Bonification matériaux biosourcés, Préveo, Energetis Collectivités), le soutien aux études patrimoine des collectivités (COEP), les énergéticiens...

La Région soutiendra, en partenariat avec l'Ademe, des plates-formes locales de rénovation énergétique. Une plate-forme locale de rénovation n'est pas un lieu physique mais un concept visant la mise en place d'un accompagnement local complet des particuliers et la mobilisation des professionnels du bâtiment, pour accélérer la réalisation des travaux de rénovation énergétique performants et faciliter le passage à l'acte en :

- **stimulant la demande (cible : particuliers)
- **structurant une offre professionnelle de qualité (cible : professionnels)
- **développant une gouvernance et une animation de la plateforme (efficacité, visibilité, effet d'entraînement...) capable de créer les conditions de pleine confiance entre particuliers et professionnels et d'apporter une ingénierie technique et financière.

- Soutenir le développement des énergies renouvelables et les actions de réduction des gaz à effet de serre

La Région soutiendra, dans le cadre de son partenariat avec l'ADEME, les installations d'énergie renouvelables thermiques (bois-énergie, géothermie, solaire thermique).

L'Agglomération du Pays de Dreux a sur la précédente période 2013-2017, oeuvré selon deux axes principaux :

- l'efficacité énergétique avec le soutien aux communes membres en matière d'économie d'énergies sur leur patrimoine bâti ; 8 chantiers de réhabilitation globale ont été réalisés représentant 4 170 m² et un gain de 61 % de consommation soit 1.4 MWh par an,
- un programme d'éducation à la sobriété énergétique ; il a touché 2 mairies, 8 établissements scolaires, et 38 restaurants du territoire qui ont signé une charte des écogestes et obtenu le label « éco resto » (soit plus de la moitié de établissements du territoire) ; les mesures effectuées sur les consommations de fluides des bâtiments publics ont permis de constater des baisses substantielles en moyenne de 20 % au niveau des bâtiments publics.

L'axe efficacité énergétique doit être couplé à l'axe éducation à la sobriété énergétique, en raison d'une synergie évidente, tant en termes de communication que de déroulement des programmes d'animation et de décision sur les travaux. Aussi il paraît primordial de renforcer la sensibilisation et l'accompagnement des communes et l'étendre aux habitants et aux professionnels de la construction.

C'est la raison pour laquelle l'agglomération entend développer son efficacité territoriale au travers de deux actions :

- **Une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique (PTRE)** destinée à étendre les démarches sobriété-efficacité aux habitants propriétaires du territoire ;
- **Le renouvellement de la mission de Conseil en Énergie Partagé (CEP)** auprès des communes, de façon à couvrir progressivement tout le territoire.

S'agissant de la la création d'une plateforme territoriale de rénovation énergétique, un effet d'entraînement est attendu tant sur la multiplication des chantiers en rénovation globale qu'en création d'emplois. On estime selon les ratios donnés par l'Ademe, dans l'étude de préfiguration de la PTRE, la création de 1 emploi par tranche de 72 230 € de chiffre d'affaire, soit une vingtaine d'emplois suite à la création de la PTRE.

Concernant les énergies renouvelables, l'Agglomération travaille à la mise en place du dispositif COT ENR d'une durée de 3 ans reconductible une fois qui permettra de financer à hauteur de 45% les installations de réseaux de chaleur. Ainsi il est opportun d'ouvrir la possibilité de financer des projets de géothermie exemplaires pour le territoire en complémentarité du dispositif COT et du financement du FEDER. Le CEP contribuera dans sa mission d'accompagnement territoriale à faire émerger ce type de solution en s'appuyant sur les outils financiers mobilisables.

L'éclairage public représente un levier intéressant pour diminuer les consommations énergétiques. C'est ainsi que le dispositif CEE TEPCV piloté par l'agglomération a financé en 2017, 16 communes à 100% pour un montant de 677 467 € HT de matériel. Le dispositif CEE classique qui prend le relais financera à 11 % environ l'achat de matériel. Aussi , il est pertinent de pouvoir mobiliser la mesure Eclairage public du CRST en complémentarité de ces dispositifs.

Ces actions s'inscriront dans le nouveau Plan Climat Air Énergie Territorial de l'agglomération en cours d'élaboration à l'échelle des 81 communes du territoire.

Par ailleurs, L'élargissement de l'Agglo du Pays de Dreux, à ce jour à 81 communes, oblige à repenser notre politique en matière de développement durable. **L'agenda 21 Local France et le label CAP CIT'ERGIE** ont été obtenus sur des périmètres d'intercommunalité plus restreints. Pour ne pas perdre cette dynamique territoriale, il est nécessaire de les reprendre. L'idée est de créer une culture commune sur le développement durable et d'aboutir à un plan d'actions opérationnel. Afin de garantir une démarche qualité, le label Cit'ergie viendra mesurer l'efficacité des actions menées et de les réadapter en cas de besoin.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	Communes, Syndicats, Agglomération	1 240 500€	1 240 500€	
Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie ⁽¹⁾	Communes, Syndicats, Agglomération	0€		
Mesure N°35.3 : Eclairage public	Communes	0€		
Mesure 35-6 : Véhicules électriques	Communes	4 000 €	4 000 €	0
Mesure N°36.2 : Géothermie sur sondes verticales	Communes, Syndicats, Agglomération	0€		
Mesure N° 36.3 : Conseil en Energie Partagé	Agglomération	63 500 €		63 500 €
Mesure N° 36.6 : Actualisation de l'agenda 21	Agglomération	40 000 €		40 000 €
TOTAL		1 348 000 €	1 244 500 €	103 500 €

⁽¹⁾ : Bonification énergie-climat

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois ou géothermique
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.

Mesure 35

Projets pressentis

Maître d'ouvrage	Objet	Avancement du projet
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple Des Quatre Communes, Chataîncourt, Escorpain, Laons, Prudemanche	Isolation école	Etude thermique à lancer en 2018
	Isolation accueil de loisirs	Etude thermique à lancer
Saint-Lubin-des-Joncherets	Isolation école du bourg	COEP à réaliser en 2018
Maillebois	Isolation école de Maillebois	ECB réalisé
	Isolation école de Blévy	ECB réalisé
Abondant, isolation bâtiment	Isolation bâtiment bibliothèque	ECB réalisé
Thimert-Gâtelles	2ème tranche isolation ancienne école de Gâtelles	ECB Réalisé
Mézières en Drouais	isolation salle polyvalente	Audit thermique réalisée
Syndicat Intercommunal Regroupement Pédagogique Région du Mesnil Simon à Guainville	Isolation cantine	Etude thermique réalisée
La Chaussée d'Ivry	Isolation école	Etude thermique réalisée

Vert-en-Drouais	Isolation mairie	Etude thermique à réaliser
	Isolation ancienne école	Etude thermique à réaliser
Boullay-Thierry	Isolation mairie	Etude thermique à réaliser
Bû	Mise en œuvre du COEP.	COEP réalisé.
Saint-Rémy-sur-Avre	Isolation gymnase	COEP réalisé, étude thermique à réaliser
Les Châtelets	Isolation logement communal	Etude thermique en cours
Guainville	Réhabilitation salle polyvalente	Etude thermique à réaliser

Mesure 36-3

Conseil en Energie Partagé

Maître d'ouvrage : Agglo du Pays de Dreux

Montant estimatif du projet : 127 100 € sur 3 ans pour les années 2018-2019-2020.

Contenu : La mission conventionnée avec chaque commune sur une durée de 3 ans comprend l'assistance au diagnostic énergétique du patrimoine communal et à sa compréhension, l'établissement de préconisations et priorités en termes de choix techniques et stratégiques, l'assistance à l'établissement des cahiers des charges de travaux, le suivi et l'analyse des consommations de fluides. Cette approche par l'efficacité énergétique, se double d'une approche par l'éducation à la sobriété énergétique, assurée de façon complémentaire par le service Climat Energie de l'Agglo du Pays de Dreux. Les communes concernées sont en priorité toutes celles n'ayant pas encore bénéficié de la convention et comptant moins de 10 000 habitants, soit $81 - 17 = 64$ communes. Au sein de l'agglomération, le CEP sera chargé de mettre en œuvre une politique de maîtrise des consommations d'énergie.

Avancement du projet :

Actuellement 9 communes ont délibéré pour s'engager. Parmi elles, 3 communes ont signé la convention.

Echéancier (démarrage des travaux) : L'objectif est de traiter au moins 5 communes par période de 3 ans. Cette année 2018, 9 communes devraient pouvoir être conventionnées et simultanément accompagnées.



Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale

- Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)
- Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations
- Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie

Prérequis

Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage et effectivement mis en œuvre correspond à la classe énergétique visée

Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.

Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.

Contenu

CHAMPS D'APPLICATION

Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...

DEPENSES ÉLIGIBLES

- Etude thermique selon cahier des charges régional
- Dépenses d'isolation et de ventilation
- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...).

Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.

Maîtres d'ouvrage

EPCI, Communes, Associations

Financement régional

Subvention minimum 2 000 €

50% des dépenses éligibles

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :

- o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
- o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
- o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an) • Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées • L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m²bassin/an) • La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux <p>- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.</p> <p>- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »- Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit «Eclairage Public» comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- luminaires (dont crosses et mats)- horloges astronomiques- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée- système de variation de la puissance- ...
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
Financement régional	<p>Taux de subvention : 30 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maitre d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nombre de points lumineux traités



35-6

PLAN CLIMAT ÉNERGIE RÉGIONAL**« Véhicules électriques »****Cadre spécifique**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Favoriser le développement de véhicules électriques de services publics- Diminuer les émissions de GES
Contenu	Soutien à l'acquisition de véhicules de services électriques <ul style="list-style-type: none">• Achat de véhicules électriques
Maîtres d'ouvrage	Collectivités Associations
Financement régional	Forfait 2 000€ par véhicule
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nb de GES évités /an• Nombre de véhicules achetés



Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kwh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualipAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BATIMENTS ELIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i> L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres

Conseil en Energie Partagé

Cadre spécifique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation (objectif PCER) • Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations • Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie.
Prérequis	Association du conseil régional à l'élaboration de la fiche de poste.
Contenu	<p>Le Conseil en Énergie Partagé (CEP) est un service à destination des communes visant à les accompagner pour réduire leurs dépenses d'énergie ; il permet les doter d'une compétence technique « énergie ». Le CEP propose un ensemble de services pour orienter les choix en matière de performance énergétique. Grâce à un suivi des dépenses et des consommations énergétiques des communes adhérentes, il initie et met en œuvre un plan d'actions visant la réduction des consommations, suit les actions engagées et accompagne les changements de comportements. L'objectif est de traiter au moins 5 communes par période de 3 ans. Cette année 2018, 9 communes devraient être conventionnées et pouvoir être simultanément accompagnées.</p> <p>Au sein de l'agglomération, le CEP sera chargé de mettre en œuvre une politique de maîtrise des énergies et suivra l'état des consommations et des dépenses énergétiques du patrimoine communautaire</p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - salaire chargé - dépenses de communication et d'animation
Maîtres d'ouvrage	AgAgglo du Pays de Dreux ou SPL Habitat
Financement régional	50% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de 3 ans
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une animation internalisée, la mission confiée fait l'objet d'une production (comparable à une prestation externe) et un rapport d'activités précis et détaillé (documents produits, compte-rendus de réunions...) est fourni chaque année à l'issue de la 1ère année, à l'appui de toute demande pour l'année N+ 1. - L'agglomération devra fournir un bilan de fin de période à la fin des 3 ans d'animation dans l'optique de justifier l'intérêt de pérenniser le poste sur le territoire. - Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe maximale des 900 000 € fléchés en fonctionnement pour le territoire.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Actualisation de l'Agenda 21

Cadre spécifique

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser un agenda 21 à 81 communes pour créer une synergie, sur le sujet, dans une optique d'amélioration continue - Actualiser la politique intercommunale de l'Agglo du Pays de Dreux en matière de développement durable dans une démarche transversale conciliant actions économiques, progrès social et protection de l'environnement - Mener cette étude de façon concertée et participative
Contenu	<p>Un agenda 21 local est à la fois un processus et un document opérationnel. Il a pour finalité de mettre en application la notion de développement durable et ses principes dans tous les aspects de la réalité d'un territoire : comportements, vie sociale et culturelle, environnement, économie, relations avec entre les territoires...</p> <p>L'agenda 21 Local doit comporter une phase d'animation et un processus de concertation adapté à notre territoire pour mener à bien les différentes étapes : diagnostic partagé, identification des enjeux, formulation d'objectifs et d'une stratégie, programmation d'actions, mise en œuvre et évaluation.</p> <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation de l'agenda 21 en cours, • Etudes (actualisation) et élargissement aux nouvelles communes • Rédaction du plan d'actions • Concertation élargie
Maîtres d'ouvrage	Agglo du Pays de Dreux
Financement régional	80% maximum des frais d'ingénierie externalisée
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire - Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de Pilotage de suivi de l'étude - Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support, - Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du contrat pouvant être consacrée au fonctionnement.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Périmètre d'élaboration de la stratégie • Actions concrètes découlant de la stratégie • Nombre d'actions réalisées, issues du futur agenda 21, durant le contrat